

Travailler pour une paix durable au Cameroun



Éditeurs : Christiane Kayser,
Flaubert Djateng et Frank Wiegandt



Construire la Paix

Service Civil pour la Paix / EED / AGEH
Grands Lacs d'Afrique, Mano River Region
et Cameroun



Vision du Réseau Service Civil pour la Paix – Cameroun

Dans un contexte socio-politique africain marqué non seulement par des conflits armés, l'oppression et des injustices, mais aussi par le désir de créer une culture de Sécurité, de Stabilité et d'Epanouissement, il est urgent de développer des approches visant à promouvoir une Paix juste et durable au Cameroun.

La Paix de Dieu est le fruit de la Justice et elle croît de l'intérieur de chaque société. L'Unité, la Tolérance et l'Amour en sont les fondements. A cette fin, Dieu nous appelle, chacun et chacune, à l'engagement, à la solidarité et à la prière.

Les jeunes trouvent leur place dans la société camerounaise, contribuent à la stabilité et sont impliqués dans les prises de décision concernant l'avenir du pays.

Les ressources naturelles du Cameroun et son potentiel entrepreneurial sont valorisés et utilisés pour l'avancement du pays et le mieux-être des citoyens.

La valorisation du statut Socio-culturel, Juridique et Politique de la Femme et de la jeune Fille est considérée par tous comme une condition de justice sociale.

Les élections, comme devoir de tout(e) citoyen(ne), se déroulent de façon transparente, pacifique et participative. Les responsables à tous les niveaux sont tenus à la redevabilité comme base de bonne gouvernance.

L'intégrisme et le radicalisme sont dépassés à travers le dialogue interculturel et interrégional d'une part et le respect de la diversité culturelle et religieuse d'autre part.

C'est ainsi que nous renforcerons la promotion Humaine au Cameroun et contribuerons tous/toutes à un développement durable, à une paix juste et à une amélioration des conditions de vie des populations.

Kribi, le 19 mai 2011

Construire la Paix

EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

Travail de paix au Cameroun



EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des
Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)



Arbeitsgemeinschaft für Entwicklungshilfe e.V.

Service de Personnel des Catholiques Allemands pour la Coopération Internationale

Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, Novembre 2011

Copyright © 2011 by SCP/EED,

Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djabateng

Traduction vers le français : Françoise Guerlin

Copyright photos : Zenü Network, CDJP Yaoundé,

CDJP Garoua, Saare Tabitha, DUFC

Production et conception : Eberhard Delius, Berlin

Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar

Impression : Freiburger Graphische Betriebe, Freiburg

Printed in Germany

contact :

Flaubert Djabateng : fdjabateng@gmail.com

www.peaceworkafrica.net

Sommaire

| | |
|--|----|
| Introduction | 7 |
| <i>par Flaubert Djabateng, Christiane Kayser et Frank Wiegandt</i> | |
| Soirée culturelle, Sketch : Préjugés sur les différentes ethnies du Cameroun | 9 |
| <i>par Mathieu Foka et Stephanie Knott</i> | |
| Travail de paix et espaces de dialogue citoyen | 12 |
| <i>par Christiane Kayser</i> | |
| Paix juste et hexagone de civilisation | 17 |
| <i>par Frank Wiegandt</i> | |
| Construire la paix au Cameroun : les exigences fondamentales – Propositions du Cercle International pour la promotion de la Création (CIPCRE) | 22 |
| <i>par Kä Mana</i> | |
| Le réseautage au service de la paix | 29 |
| <i>par Flaubert Djabateng et Christiane Kayser</i> | |
| Le conflit des générations – un défi pour la Paix au Cameroun ... | 33 |
| <i>par Christian Tanyi</i> | |
| Lien entre l'université et le travail de paix : le cas de la Faculté des Sciences Sociales et des Relations Internationales à l'Université Protestante d'Afrique Centrale à Yaoundé | 37 |
| <i>par Célestin Tagou</i> | |

| | |
|---|----|
| Commission Justice et Paix de Bamenda – Notre action pour la paix et la stabilité | 48 |
| <i>par Laura Anyola Ngwa et Elphie Galland</i> | |
| Le potentiel des Jeunes Filles et Femmes dans les régions du Nord Cameroun pour le travail de paix | 51 |
| <i>par Viviane Tassi Bela</i> | |
| Contribution de justice et paix dans la gestion des conflits fonciers en zone rurale – Archidiocèse de Garoua – Programme diocésain « Justice et Paix » | 56 |
| <i>par Maître Dona Moula</i> | |
| Les femmes camerounaises : un énorme potentiel de paix | 63 |
| <i>par Stephanie Knott, Henriette Mbatchou et Maximin Tapoko</i> | |
| L'Eglise s'engage pour les droits de la personne dans les prisons | 70 |
| <i>par Edmond Atemengue et Frank Wiegandt</i> | |
| Travailler pour la paix – Le défi de travailler avec onze Eglises différentes pour un même objectif | 75 |
| <i>par Agnes Sander</i> | |
| Un engagement pour la dignité humaine – La commission diocésaine justice et paix / Bafoussam | 79 |
| <i>par Père Jean Claude Mbassi</i> | |
| « Seigneur, fais de moi un instrument de ta paix » – Le Service Civil pour la Paix (SCP), instrument du travail chrétien en faveur de la paix | 81 |
| <i>Document rédigé par l'AGEH et l'EED</i> | |

Introduction

Dans le cadre du Service Civil pour la Paix (SCP/ZFD) financé par le Ministère de la Coopération Economique allemand (BMZ), AGEH et EED ont commencé en 2010 à accompagner et à soutenir les efforts de leurs partenaires respectifs au Cameroun. Le réseau SCP au Cameroun a été lancé en mai 2011. Une vision commune pour la paix et la stabilité dans le pays a été élaborée par 35 représentants, femmes et hommes, de 18 organisations et institutions de la société civile camerounaise. Vous trouvez cette vision à la page 1.

Mais pourquoi un travail de paix dans un pays qui n'est pas en guerre ? Quelle signification donner au concept de travail pour la paix ?

Dans cette publication vous allez trouver quelques réponses théoriques et concrètes à cette question et également des exemples du travail riche et divers des uns et des autres pour une société plus juste et plus stable.

Pour nous la paix est bien plus que l'absence de la guerre. Et nous sommes persuadés qu'elle doit croître de l'intérieur d'une société. Le papier stratégique commun de AGEH et EED sur leur compréhension d'un travail civil et non violent pour la paix du point de vue chrétien a été une des bases de discussion à l'atelier (voir page 81).

Le travail avec les jeunes qui représentent plus de la moitié de la population du Cameroun et se sentent pourtant marginalisés et privés d'avenir, l'accompagnement des efforts des jeunes filles et femmes camerounaises pour un meilleur avenir, ainsi que l'appui aux communautés de base en vue de leur autopromotion et de leur pleine participation au débat public national sont bien ancrés dans le réseau SCP. Les membres du réseau viennent des quatre coins du pays, représentent des

communautés religieuses et ethniques multiples et œuvrent pour le dialogue civique, l'égalité en genre, la défense des droits de la personne, la justice et la paix.

Découvrez les multiples facettes de ce travail à travers notre brochure commune.

Vos réactions, critiques et enrichissements sont les bienvenus.

Flaubert Djateng

Christiane Kayser

Frank Wiegandt

Bafoussam, Goma, Yaoundé, octobre 2011



Atelier SCP à Kribi en mai 2011

Soirée culturelle, Sketch :

Préjugés sur les différentes ethnies du Cameroun

Atelier EED/AGEH/SCP, Mai 2011 à Kribi

Par Mathieu Foka et Stephanie Knott

Introduction

C'est une Européenne très curieuse qui, venant d'arriver au Cameroun, voudrait avoir une idée sur les différentes ethnies qui composent le pays. Elle s'est déjà renseignée sur les préjugés qui circulent sur certaines de ces ethnies. Elle rencontre donc un jeune camerounais et se base sur les préjugés qu'elle a entendus pour essayer de découvrir de quelle ethnie il est.

L'Européenne, avec un accent particulier : Bonjour Monsieur, je viens d'arriver au Cameroun et je voudrais savoir de quelle ethnie vous êtes. Comme je vous vois compter beaucoup d'argent, je suis sûre que vous êtes Bamiléké. C'est vrai ?

Le jeune Camerounais, un peu étonné et d'un ton de plus en plus agressif : Non, moi oh ! Je ne suis pas Bamiléké. C'est vrai qu'on dit que les bamilékés cherchent trop l'argent. Même si c'est vrai, ce n'est pas mauvais parce qu'ils aident à construire les villes comme Douala et Yaoundé avec leurs immeubles qui poussent de partout. S'ils sont tous des commerçants comme ont dit, ce n'est pas mauvais, c'est de là que part la croissance économique du pays. Par ailleurs, s'ils font toujours de telle sorte que l'argent rentre en famille, c'est pour favoriser le développement endogène et limiter la fuite des devises. Est-ce que c'est mauvais alors ?

- Même parmi les Bamiléké, on dit que les Bangangté sont trop vantards, bavard et paresseux ; que les Baham sont chiches et calculateurs ; que les Mbouda sont tous des sorciers et que les Dschang aiment tous le porc. Vrai ou pas vrai, je ne sais pas moi oh !
- L'Européenne, qui fait un pas en arrière* : Vous êtes très agressif ! Vous êtes Bassa alors ?
- Le Camerounais* : Non ! Je ne suis pas Bassa. Est-ce que vous me voyez avec un timbre ? On dit que les Bassa sont agressifs, très belliqueux et marchent toujours avec un timbre sur eux et prêts à porter plainte. C'est normal, il faut savoir défendre ses droits.
- L'Européenne* : Vous parlez de droit, donc vous êtes Bamenda ? J'ai entendu qu'on les appelle « According to the law... ». C'est vrai ?
- Le Camerounais* : Non ! Je ne suis ni Bamenda, ni anglophone ! C'est vrai qu'on dit qu'ils ne peuvent pas prononcer une phrase sans dire : « According to the law... ». On dit aussi qu'ils sont toujours à gauche et ont des goûts bizarres en matière de couleurs vestimentaires. Vrai ou pas vrai, je ne sais pas moi, oh !
- L'Européenne* : Vous parlez avec un ton Haoussa, on dirait que vous avez un couteau sur vous, c'est vrai ?
- Le Camerounais* : Non ! Je ne suis pas Wadjo. On dit qu'ils n'aiment pas aller à l'école et qu'ils sont tous derrière les bœufs ! On dit aussi qu'ils marchent toujours avec le couteau et que lorsqu'ils retirent leur couteau, ils ne peuvent plus le garder sans faire couler le sang !
- L'Européenne* : Vous êtes bien habillé, on dirait que vous êtes Douala. C'est vrai ?
- Le Camerounais* : Non, ce n'est pas vrai ! Je ne suis pas Douala. C'est vrai qu'on dit que les Douala font trop le nyanga et qu'ils se vantent beaucoup. On dit qu'ils sont les « Whites » du Cameroun. Même pour aller aux toilettes, ils/elles emportent un miroir avec eux. Ce sont des danseurs et chanteurs naturels.
- L'Européenne* : Tu es Batanga alors. On dit d'eux qu'ils ont une double vie : aquatique et terrestre. C'est vrai ?
- Le Camerounais* : Je ne suis pas Batanga ! Est-ce que vous m'avez vu avec

une queue de sirène ? C'est vrai qu'on dit que les Batanga sont tous des « Mami Wata » ! Vrai ou pas vrai, je ne sais pas. Mais ce sont eux qui retiennent les eaux de la mer pour que la terre ne soit pas inondée !

L'Européenne : C'est sûr alors que vous êtes Bamoun ! On dit que ce sont les serpents à deux têtes ! C'est vrai ?

Le Camerounais : Non, je ne suis pas Bamoun. C'est vrai qu'on dit qu'ils sont des serpents à deux têtes et qu'ils sont très hypocrites. Même si c'était vrai, y a rien de mal, c'est ça qui renforce le service de renseignement au pays ! On dit aussi qu'ils sont tous des taximens sans permis de conduire par ce que leur frère est ministre des transports. Même si c'est vrai, sans eux ont se délacerait comment ?

L'Européenne : Tu es alors Bafia ? On dit qu'ils ont tous peur de la tortue ! C'est vrai ?

Le Camerounais : Je ne suis pas Bafia ! D'ailleurs, je n'ai pas peur de la tortue ! Si on me donne ça, j'en mangerai avec appétit !

L'Européenne : Dans ce cas, tu dois être Béti ! On dit qu'ils vendent leur terrain pour un verre de vin ! C'est vrai ?

Le Camerounais : Non, je ne suis pas Béti ! C'est vrai qu'on dit qu'ils ont tous vendu leur terrain aux Bamiléké et sont devenus leurs locataires par la suite ! Qu'ils vivent au jour le jour et ne s'inquiètent pas du lentement. Même si c'est vrai, est-ce que c'est mauvais ? Ne dit-on pas qu'à chaque jour suffit sa peine !

L'Européenne : Tu es d'où alors finalement ?

Le Camerounais : Je suis tout simplement Camerounais ! Je suis comme je suis et je milite pour un Cameroun uni dans la différence !

Travail de paix et espaces de dialogue citoyen

Par Christiane Kayser,
noyau d'accompagnement SCP/EED

Les conflits sont une forme d'interaction humaine et constituent un moteur du développement et du changement. Les débats d'idées, les confrontations de programmes, la prise de décision où il faut faire des choix sont des formes de conflits que nous vivons quotidiennement. Quand ils deviennent violents et meurtriers ils posent de vrais problèmes.

Quand il y a des conflits d'intérêts, souvent une partie est dominante et plus forte et peut se permettre d'ignorer ou d'écraser l'autre partie. Les révoltes telles que nous les vivons par exemple en Amérique Latine, mais aussi avec le « printemps arabe », voir sous une forme moins violente dans plusieurs pays européens autour du mouvement des « indignés » ou récemment au Sénégal contre certaines décisions du président Wade sont autant d'expressions d'un ras-le-bol qui n'arrive pas à s'exprimer autrement. Les révoltes violentes sont souvent liées au fait qu'un groupe – dans ce cas une bonne partie des populations – n'arrive ni à articuler ni à défendre ses intérêts en face d'un pouvoir écrasant. Jusqu'au jour où les injustices deviennent insupportables et cela explose... Il est réconfortant de voir que les mouvements dans plusieurs pays arabes cherchent à construire quelque chose de nouveau dans leurs pays. Les jeunes Africains – qui forment la grande majorité des populations dans leurs pays – ont parfois repris ce flambeau ici et là et expriment leur colère et leur ras-le-bol devant une situation où ils n'ont ni de

place appropriée dans la société ni perspectives d'avenir. Dans certains pays, devant la carapace infranchissable des dirigeants, les jeunes ont tout simplement disparu de l'espace politique comme acteurs. On les utilise seulement comme figurants pour applaudir et faire foule. Cette désaffection constitue toutefois une menace permanente car à tout moment ils peuvent changer d'avis et exprimer très souvent violemment leur état d'esprit et leur douleur, comme ce fût le cas en février 2008 au Cameroun. Ils descendent dans la rue et les destructions souvent aveugles deviennent leur moyen d'expression. Hélas ces explosions la plupart du temps justifiées ne trouvent pas toujours des voies constructrices et peuvent être utilisées et manipulées par des individus ou des groupes à leur seul bénéfice.

Il faut regretter que les cultures de négociations d'intérêts et de transformation de conflits qui existait dans la plupart des sociétés traditionnelles africaines sont en voie de disparition au bénéfice de concepts flous importés et non appropriés par les populations comme par exemple la démocratisation, la bonne gouvernance, etc.

Nous assistons alors dans notre monde globalisé et dominé par les logiques du Nord à des crises identitaires et des conflits violents basés sur la haine et l'exclusion comme en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Libéria ou en RDC pour ne nommer que quelques exemples. Ces conflits sont liés à des problèmes fonciers, des luttes de pouvoir, des théâtres de démocratisation et d'élection au bénéfice des bailleurs. Elles se déroulent sur fond d'une paupérisation croissante du gros des populations et de malgouvernance généralisée. Rumeurs et manipulations vont bon train. Les populations ne sont plus acteurs de leur destin mais victimes d'obscurité « mains invisibles »

Pour assurer une paix durable il est donc essentiel de redécouvrir et d'inventer des mécanismes de négociation d'intérêts non-violents entre communautés, entre régions, entre administrateurs et administrés, entre décideurs et électeurs, etc.

Pour faire cela, il nous semble important de ne pas attendre que les conflits violents ou les guerres aient éclaté, mais c'est une priorité

pour tout travail de stabilisation et de paix de s'y atteler dès que possible. Or ce travail ne consiste pas à étouffer des revendications ou des révoltes dans des situations d'injustice. Il se résume plutôt dans un appui à l'émergence d'une culture de dialogue et de « révoltes constructrices »¹.

Un premier pas consiste à se mettre à l'écoute des populations et à **donner une voix aux sans voix**. Des émissions radio, des publications, des plateaux télé où il n'y a pas que les « experts » et analystes qui s'expriment mais où on reprend simplement les griefs et préoccupations des femmes, des jeunes, des paysans, des citadins, sont des moyens efficaces.

Il s'agit ensuite de renforcer les capacités en **analyse de contexte** politique, économique et culturel des acteurs clé.²

Après on peut procéder à la mise en place ou à la revitalisation **d'espaces de dialogue et de réflexion sur les intérêts** et les problèmes des uns et des autres. Là tous apprennent à écouter les autres, à croiser les regards, à chercher des solutions ensemble. Si on sort de la logique de chercher le bouc émissaire et entre dans une logique de recherche de compromis et de solutions, il y a moyen de lutter contre les rumeurs et les manipulations et d'avancer.

Bien sûr il faudra trouver des façons appropriées de créer des légitimités pour représenter une communauté ou un groupe, d'inventer ou de réinstaller des mécanismes de redevabilité.

Les systèmes de légitimité et de redevabilité importés dans le cadre de la démocratisation restent des coquilles vides tant qu'elles ne sont pas appropriées par les citoyens concernés dont les loyautés aujourd'hui ne sont que rarement du côté de l'Etat moderne qu'ils ne connaissent

1 Ce concept clé a été développé dans le cadre du « jardin du changement », Bustani ya Mabadi-liko, de Pole Institute en RDC (www.pole-institute.org)

2 Voir à ce sujet : Djateng/Kayser, éd. : Cahiers du Mapinduzi 1, L'analyse du contexte : une base stratégique pour la transformations sociale, Bafoussam/Berlin 2010, www.eed.de

qu'en tant que système corrompu d'exploitation et dont les lois souvent ne valent même pas le papier sur lequel elles sont écrites.

Une **éducation à la citoyenneté responsable** liée à des légitimités et redevabilités au delà des communautés et des confessions est un quatrième élément essentiel pour une paix durable.

La paix exige un minimum de justice et de communication sociale pour être durable. Elle ne peut que croître de l'intérieur d'une société ou d'une région.³ C'est pourquoi le Service Civil pour la Paix a pour objectif de renforcer les organisations et institutions des pays.

Comme vous pourrez constater dans cette publication, les partenaires du Service Civil pour la Paix au Cameroun travaillent de façons diverses et complémentaires à faire entendre les voix des sans voix et à créer des espaces de dialogue non violent.

Quel est alors le rôle de EED et de AGEH, notamment des professionnels d'appui mis à la disposition de nos partenaires SCP ?

Nous considérons que les partenaires de l'extérieur comme EED et AGEH, ainsi que les personnes qu'ils envoient en renfort, visent essentiellement le renforcement des partenaires locaux.

Pour cela, ils amènent des compétences diverses et un point de vue extérieur qui peut parfois aider à y voir plus clair ou à mettre les personnes – qui ne se voient même pas – autour d'une même table. Ils peuvent également renforcer la visibilité du travail des partenaires au niveau national et surtout international et contribuer au réseautage. Tout ceci est uniquement possible s'ils sont bien intégrés dans les équipes et si les défis interculturels sont vus et gérés. C'est la raison pour laquelle EED par exemple a mis en place un noyau d'accompagnement du SCP. Les réseaux SCP divers visent également à renforcer les alliances entre organisations, régions et pays.

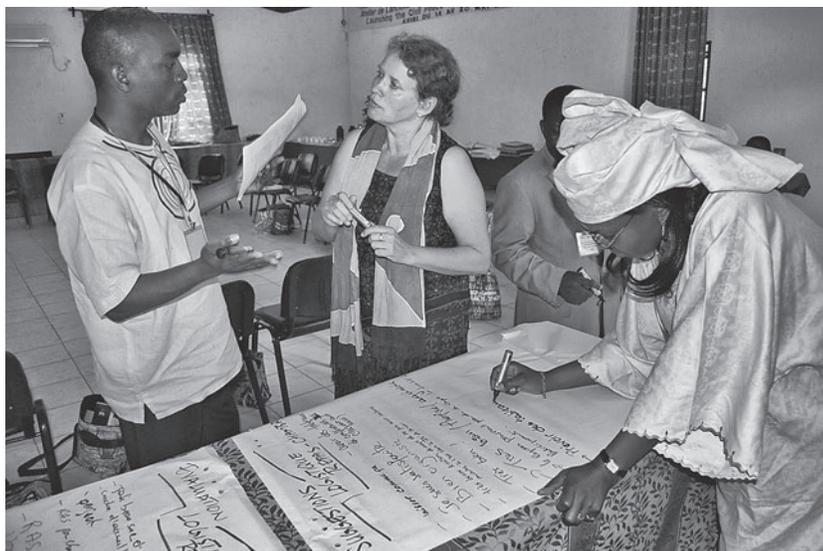
³ Voir à ce propos : Djateng, Kayser, Mavinga (éd.) Construire la Paix : Notre contribution à la paix : une mosaïque d'actions complémentaires, Bafoussam, Berlin, Kinshasa 2009, www.peaceworkafrica.net

Les publications et les rapports développés dans le cadre du SCP servent à rendre visibles et partageables les expériences des uns et des autres.

Dans des situations politiques délicates comme pendant les campagnes électorales ou lors de révoltes, il est évident que ces collègues de l'extérieur ne doivent pas se mettre en avant ou se mêler des affaires intérieures du pays concerné. Mais l'expérience a également montré que sur base de confiance mutuelle ils peuvent être un atout et un soutien pour leurs collègues locaux.

Dans un monde globalisé les situations des uns ont des répercussions sur ce qui se passe chez les autres, le maintien de la paix et la transformation des conflits ne peut que se faire de façon locale et internationale. Nous avons intérêt à joindre nos forces et travailler ensemble.

Goma, octobre 2011



Atelier SCP à Kribi en mai 2011

Paix juste et hexagone de civilisation

Par Frank Wiegandt,

Coordinateur SCP/AGEH au Cameroun

Un terme fréquemment utilisé en ces temps d'élections au Cameroun est celui de « paix » qui renvoie pour la plupart des acteurs politiques essentiellement à l'absence de guerre ou de conflits violents.

Le discours politique au Cameroun sacralise l'option de la paix et aime à relever que « le Cameroun est un havre de paix et de stabilité ».

La paix « absence de guerre » fait partie intégrante de la définition d'une paix juste, d'une paix positive, mais elle n'est pas suffisante. Il faut aussi un environnement institutionnel au centre duquel la liberté occupe une place de choix. La paix n'est pas seulement le contraire de la guerre. Elle est équilibre intérieur de l'homme, équilibre à l'intérieur de chaque nation, équilibre entre les nations. Elle est liée aux valeurs de justice, de démocratie, de tolérance, aux droits de la personne humaine et aux droits des peuples.

Les sources bibliques évoquent deux critères impératifs que la paix voulue par Dieu doit satisfaire et qui nous guident, nous chrétiens, dans notre engagement d'instaurer la paix : la justice et la non-violence. Les principes de la justice et de la non-violence constituent ainsi, indépendamment des particularités culturelles, des critères applicables à l'échelle mondiale qui unissent les hommes au sein des organisations ecclésiastiques dans leurs efforts pour instaurer la paix.

Il n'y a pas de paix sans justice. Prôner la paix tout en créant, en tolérant ou en niant des injustices manifestes est, par définition, contradictoire. La paix ne peut pas davantage s'établir durablement hors d'un cadre étatique fondé sur le droit.

La volonté de réifier ou absolutiser le concept de paix, en le réduisant à l'absence de guerre ou de conflit violent à grande échelle et en faisant l'impasse sur son nécessaire lien avec la justice, revient dès lors à faire l'apologie du statu quo.

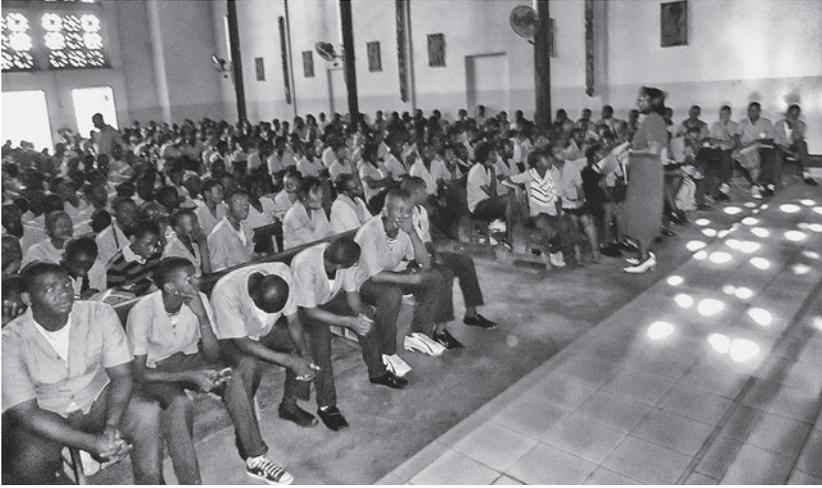
Jusqu'à nos jours, la distinction établie par le philosophe grec Aristote entre justice corrective et justice distributive garde tout son sens. La première (justice corrective) consiste à traiter chacun de la même façon, par exemple, devant un tribunal. La seconde (justice distributive) vise à l'équité ; chacun reçoit ce dont il a besoin.

Au cœur de la notion de justice se trouve celle d'égalité (en droits et en dignité). L'arbitraire est injuste. Dans une situation identique, les personnes doivent se comporter ou être traitées de la même façon. La quintessence de ce principe d'équité se trouve dans la fameuse « Règle d'or » de la réciprocité : « Faites pour les autres tout ce que vous voulez qu'ils fassent pour vous. » (Mt 7.12). La même idée clé transparait dans le double commandement d'aimer son prochain comme soi-même (Mc 12.29–31). La « Règle d'or » a valeur de repère éthique dans la plupart des grandes religions ou philosophies.

Dans son « Hexagone de civilisation »¹, le politologue Allemand Dieter Senghaas identifie six éléments qui constituent selon lui les bases indispensables pour une paix durable. Ces éléments sont les suivants :

1. Le recours à la force est déprivatisé, afin que l'État en possède le monopole légitime ;
2. Ce monopole est nécessairement contrôlé par un État de droit, c'est-à-dire fondé sur le principe de la hiérarchie des normes et du contrôle de constitutionnalité ;
3. La promotion de la déconflictualisation des interactions sociales et institutionnelles ;
4. La participation démocratique ;
5. La justice sociale ;

¹ Voir fiche d'analyse n° 142 et bibliographie de Richard Pétris, Grenoble, France, mars 2006, sur www.irenees.net



Causerie éducative au Collège Vogt de Yaoundé

6. La promotion d'une culture favorisant la résolution constructive et pacifique des conflits inhérents à une société pluraliste.

La première condition de réalisation de l'Hexagone de civilisation réside dans le fait que l'Etat possède le monopole de la force. Cette condition est contrebalancée par la nécessité de l'Etat de droit. Celui-ci contrôle nécessairement l'utilisation du monopole de la force et consolide les bases normatives. Le rôle et l'indépendance de la justice sont ici cruciaux. Celle-ci protège le citoyen de l'Etat.

Mais le désarmement des citoyens ainsi que la confiance qu'ils fondent dans leurs institutions ne peut se concrétiser sans l'interdépendance et le contrôle des pulsions. Cette notion est assez exigeante puisqu'elle implique non seulement une interdiction de la violence privée mais également une culture de la tolérance et du compromis. L'homme étant lié à la société dans laquelle il vit, c'est beaucoup plus son interdépendance avec les autres qui rend possible ce contrôle des pulsions. Pour Auguste Comte comme pour Emile Durkheim, l'altruisme est le vrai ciment de la vie sociale, plus encore que la loi et le droit.

Le quatrième élément pourrait à nouveau être considéré comme une conséquence ou comme un facteur interdépendant des trois premiers : la participation démocratique. Un véritable Etat de droit n'existe pas sans cette condition. Le contrôle des pulsions est plus aisé lorsque les individus sont des citoyens. La participation démocratique remplit, selon Senghaas, trois fonctions : elle est en soi importante car elle permet que tous les intérêts puissent être exprimés et consolide les chances de paix intérieure ; pour le contrôle du pouvoir qu'elle implique ; pour la légitimité des dirigeants. En effet, comme l'a montré Rousseau dans *Le Contrat social*, la force ne devient légitime sur le long terme que si elle se soumet aux lois.

La justice sociale, en évitant des inégalités trop fortes, tient compte d'une règle de la vie politique pluraliste : tendre à proposer l'égalité des chances.

Enfin, le sixième et dernier élément réside dans une culture politique positive lors du règlement des conflits. Dans une société où les intérêts et les identités sont nombreux, la potentialité du conflit est importante. Il faut donc que s'ancre de manière durable une pratique de résolution des conflits par la médiation, l'arbitrage en bref une culture où les conflits ne débouchent pas sur d'autres violences mais tendent à trouver une issue pacifique et positive.

Ces six facteurs, et Senghaas n'a cessé de l'écrire, doivent être considérés comme un tout et non pas être pris isolément. En outre, il a rappelé régulièrement que la paix n'est pas un état mais un processus et que les régressions étaient toujours possibles.

C'est en référence à ces six facteurs que nous sommes en mesure de qualifier un Etat ou une société comme étant plus ou moins avancée dans le processus de paix.

Au Cameroun, l'apparence formelle de l'Etat de droit, qui se traduit par le nombre d'instruments internationaux ratifiés pour la sauvegarde des droits de l'homme, contraste avec la banalité du déni de ces droits, dont témoignent notamment les rapports des ONG de défense des droits de l'homme.

La corruption, dont l'inflation est évidente dans les services administratifs et commerciaux des centres urbains Camerounais, est nécessairement solidaire de la violence. Elle est en elle-même violence en tant qu'elle transgresse la normativité en vigueur et viole les droits de l'homme, car elle empêche, par son cynisme, la libre jouissance du service public.

Le recours généralisé à la tricherie, l'absence de civisme, la multiplication des incivilités et l'expansion d'une culture de l'à peu près et de l'impunité qui touchent toutes les catégories sociales, mais en particulier les couches dominantes, sont autant de signes d'une société en situation d'aventure, d'une dérive qui touche le corps social tout entier.

Beaucoup de ces empiètements sur l'ordre social sont imputables à la pauvreté et précarité grandissantes en milieu urbain, à la trahison des élites, une autre cause tient aux déficiences dans l'exercice de l'autorité publique.

Le Pape Jean Paul II lors de sa visite au Brésil en 1980 a dit ceci : « Une société qui n'est pas socialement juste et qui ne cherche pas à l'être, met son propre avenir en danger ».

Cherchons, tout en reconnaissant le bienfait inestimable de l'absence de guerre ouverte ou de conflit violent à grande échelle, à scruter la réalité sociale et politique Camerounaise au travers d'une lecture critique qui comprend les six paramètres de l'Hexagone de civilisation de Senghaas.

Yaoundé, le 10 octobre 2011

*L'équipe
de la CDJP
de l'Archidiocèse
de Yaoundé*



Construire la paix au Cameroun : les exigences fondamentales

Propositions du Cercle International pour la promotion de la Création (CIPCRE)

Par Kä Mana

Sur la paix dans la société camerounaise actuelle, trois types de discours se déploient et expriment chacun une vision et une perception du pays auxquelles il convient d'être attentif si l'on veut penser et organiser une action de construction d'un ordre social profondément paisible au Cameroun.

Les trois discours d'un pays qui cherche son vrai chemin de paix

Le premier type de discours exprime un sentiment d'autosatisfaction radieuse dans certains milieux politiques toujours prompts à présenter le Cameroun comme un modèle de stabilité et de sécurité en Afrique. Une société dont on se plaît à dire qu'elle n'a pas connu au cours de trois dernières décennies de bouleversements ou d'ébranlements catastrophiques qui l'auraient fait basculer dans une guerre destructrice ou dans un chaos irréversible. Par rapport à des pays comme la Somalie, le Soudan, la Côte d'Ivoire et les nations du Maghreb dont le printemps a défrayé les chroniques médiatiques ces derniers temps, la société camerounaise donne d'elle l'image de calme, de tranquillité et de sérénité,

signes manifestes d'une paix appréciée par les populations, sous la houlette d'un pouvoir politique hautement satisfait de cette situation paisible qu'il présente comme le fruit d'une gouvernance heureuse. Dans les meetings publics organisés par le parti au pouvoir, on chante et on danse cette paix camerounaise dans un enthousiasme et une glorification du régime en place. Tout est modulé pour faire croire que le pays n'a aucun problème et qu'il avance fermement vers sa « nouvelle frontière » que le Président de la République a fixée : faire du Cameroun un pays émergent aux alentours de l'année 2035. Au fond, à entendre un certain discours déployé par le pouvoir en place, le Cameroun va bien, très bien même, sans aucun problème qui remettrait en cause sa paix magnifique et resplendissante.

Face à ce discours d'autosatisfaction propre aux cercles du pouvoir, un autre son de cloche s'entend dans les milieux de l'opposition politique. Ici, la paix camerounaise est présentée comme un leurre et un vaste mensonge. C'est un leurre de croire qu'un pays est en paix parce que les armes n'y crépitent pas. C'est un mensonge d'affirmer que l'absence de conflagrations sociales à grande échelle et des batailles sociales de grande ampleur pour des changements de l'ordre politique régnant signifie que tout est beau dans le splendide pays de cocagne. En réalité, la paix se mesure à des paramètres dont on ne voit pas une concrétisation réelle dans la société camerounaise, disent les opposants au pouvoir en place. Les indicateurs de satisfaction des populations par rapport à leur situation sont désastreux : la misère prospère, la corruption gangrène le tissu social, les inégalités sont de plus en plus effrayantes, la situation des droits fondamentaux de la personne humaine se détériore, les horizons d'emploi pour les générations montantes sont sombres, l'éducation chancelle, la politique agricole déraile, l'eau potable et l'électricité deviennent un luxe pour une minorité, la santé des populations n'est pas garantie. Devant une telle liste de récriminations que brandit l'opposition politique, c'est l'idée de la paix comme absence de guerre qui est remise en cause, au profit d'une vision globale d'une paix qui serait vécue comme condition de satisfaction profonde

en matière des droits humains, de capacités de créativité économique, de pouvoirs d'assurer les conditions alimentaires, sanitaires et éducatives viables ainsi que du potentiel de construire un développement réellement pérenne pour un peuple heureux de son pays et de sa gouvernance.

Entre l'autosatisfaction du pouvoir en place et le tableau catastrophique que peint l'opposition, un discours plus réaliste et plus lucide donne une autre image de la paix au Cameroun. On entend ce discours dans le champ de la société civile et dans certains milieux internationaux qui analysent l'état réel du pays, sans œillères idéologiques. Une image exprime fortement la situation : le Cameroun est un volcan dont on ne sait pas à quel moment il va entrer en éruption. De temps à autre, on l'entend gronder et libérer des ébullitions annonciatrices des désastres, comme en 2008, quand les jeunes se mirent en révolte dans les émeutes de la faim. Certaines menaces séparatistes symbolisent une implosion possible. Même si elles sont minimisées encore de par leur manque d'ampleur, il n'en demeure pas moins qu'elles manifestent des agitations de profondeur dont la magnitude pourrait un jour atteindre des dimensions inattendues, surtout quand on connaît le poids des tendances tribalistes dans la gestion du pouvoir dans le pays. Ces tendances risquent même de devenir des conflagrations d'identités meurtrières si rien n'est fait pour casser les ressorts de la monopolisation du pouvoir politique et des avantages économiques qu'il confère à certaines tribus. En plus, dans la mesure où la vraie paix a pour nom le développement, on peut craindre que les désespérances de certaines couches sociales écrasées par la pauvreté chronique et d'une certaine jeunesse désempoignée n'aboutissent un jour à des explosions sociales aujourd'hui impensables et inimaginables. Des régimes politiques qui croyaient dominer leurs populations dans un hiver éternel ont vu, ébahis, surgir un printemps populaires qui les a balayés en quelques jours. Des pays qui n'imaginaient pas que des révoltes destructrices pouvaient troubler leur somnolence tranquille se sont réveillés dans des cauchemars tsunamiques et ne se sont plus reconnus dans leurs propres violences.

Comme il y a des calmes annonceurs de tempêtes, la paix camerounaise pourrait n'être que cette quiétude dont il faut se méfier quand on vit sur un volcan.

La paix est à inventer au Cameroun,
mais comment ?

Dans ces trois discours que l'on entend aujourd'hui, le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCIRE) perçoit des enjeux de fond sur lesquels sa réflexion et son action se fondent pour un travail de construction d'un ordre social de paix dans le pays. Né au début des années 1990, pendant un temps de braises qui mit le Cameroun au bord du gouffre de la guerre civile et de l'effondrement politique, le CIPCIRE a toujours cherché à situer la question de la paix dans l'horizon de la bataille pour le développement durable. Une bataille qui exige que les problèmes de la nation soient appréhendés dans leur globalité. Avec toutes leurs dimensions politiques, économiques, sociales, culturelles ; écologiques et religieux, les yeux ouverts et l'esprit aiguisé.

Quand on prend une telle perspective comme option, on ne peut pas se satisfaire d'un quelconque discours d'autoglorification sur la paix au Cameroun, comme a tendance à le faire une certaine fraction d'hommes de pouvoir actuellement. Le développement comme l'autre nom de la paix, pour parler comme le Pape Paul VI, ne permet pas que l'on considère que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes dans la société camerounaise. Il ne s'agit pas d'une question du discours, mais d'une exigence d'action pour que les besoins fondamentaux des populations soient satisfaits par le développement du pouvoir créateur des populations elles-mêmes. Il s'agit aussi du développement du potentiel d'engagement politique de toutes les couches du peuple, pour un ordre de valeurs de démocratie, de liberté et de justice, construit grâce à une gouvernance fructueuse dont les pouvoirs publics garantiraient la sécurité et la pérennité. Il s'agit enfin de la construction d'une

société du bonheur partagé, dans une culture de solidarités responsables, d'épanouissement de la joie collective de vivre, dans la dynamique des engagements éthiques et spirituels qui construisent une certaine mentalité susceptible de changer le destin de la nation.

Dans ces conditions, le discours catastrophiste, défaitiste, pessimiste et fataliste d'une certaine opposition politique n'a pas non plus droit de cité comme description de la situation de la paix au Cameroun. Le pays, comme beaucoup d'autres dans le monde, est confronté à d'énormes problèmes de tous ordres. Mais ces problèmes sont des défis à relever, qu'il faut prendre comme tels et face auxquels il est impératif d'organiser les forces vives de la nation afin qu'elles luttent pour construire un autre Cameroun. La bataille ici est de construire un imaginaire de combat contre toutes les tentations de désespoir. Un combat fondé sur des valeurs d'action pour changer la société et ouvrir de nouvelles perspectives de paix : la paix comme l'autre nom du développement plénier, durable, pour un ordre de vie en abondance, selon une belle image biblique. Un tel ordre de vie en abondance ne tombe pas du ciel. Il dépend de la capacité d'un peuple à s'organiser, à inventer ses outils et ses stratégies d'action, à tailler son chemin dans le roc des problèmes et à vaincre toutes les pesanteurs, toutes les lourdeurs et tous les immobilismes qui l'empêchent d'avancer vers son horizon de bonheur.

Quand on comprend cela, on ne peut pas non plus s'enfermer dans une simple vision lucide d'un Cameroun dont on déplorerait le caractère de volcan, ou le visage de village balnéaire paisible avant le tsunami. Quand on vit dans une zone volcanique ou dans une contrée où les tsunamis peuvent se déchaîner, on se donne un mode de vie d'anticipation des catastrophes. Avec ce que cela exige de force mentale, de solidité morale, de courage vital et de capacité créatrice pour affronter l'adversité et aménager un espace qui résiste aux assauts des malheurs. On devient un peuple créateur, organisateur et lutteur, qui construit par son intelligence et sa soif de vivre heureux un monde qui correspond à ses rêves, à ses attentes et à sa volonté.

Dans un tel contexte, la paix s'invente, se construit, s'organise, se

défend et se maintient par un travail profond d'éducation et d'engagement dans l'action solidaire.

Au CIPCRE, nous considérons que l'éducation et l'engagement dans l'action solidaire de transformation sociale et de développement durable sont les leviers de la construction de la paix au Cameroun.

Il s'agit d'agir dans l'esprit des hommes, comme l'affirme l'UNESCO. Il s'agit aussi de conduire les hommes à agir pour construire des structures sociales qui garantissent la paix dans la construction d'un ordre de vie en abondance, l'ordre social du bonheur partagé.

Depuis deux décennies déjà, nous avons compris que les problèmes auxquels le Cameroun est confronté pour la construction de la paix peuvent devenir des atouts, si on les prend comme base pour l'éducation des populations, particulièrement des générations montantes.

Quand nous parlons d'éducation, nous ne visons pas seulement les campagnes publiques telles que les organisations de la société civile ont tendance à les déployer sur l'étendue du territoire national. Nous parlons de tout le système éducatif dans toutes ses instances : la famille, l'école, les communautés de foi, les mouvements d'action sociale, etc. Dans la mesure où c'est dans tous ces lieux que se forment les mentalités et les valeurs dans l'esprit des hommes, l'action pour la paix au Cameroun ne peut être qu'une vaste dynamique éducative à promouvoir.

Mais une telle éducation n'a de sens que si elle est une éducation aux actions de construction de la paix : les actions de développement au sens plénier. Des actions d'engagement dans des projets solidaires de transformation sociale, grâce à des réseaux de pouvoir économique, d'engagement politique, d'action sociale, d'action socioculturelle et de conversion spirituelle. Tant que chaque Camerounais et chaque Camerounaise n'a pas compris que c'est leur engagement dans des projets concrets de construction de la paix comme développement plénier qui compte vraiment, on sera toujours à la superficie des choses et la paix ne sera qu'une réalité précaire, même en l'absence de conflit armé.

Enfin, la paix comme dynamique de développement plénier des peuples a besoin d'institutions solides qui permettent aux hommes et

aux femmes de libérer leurs pouvoirs de créativité dans tous les domaines. Quand les institutions chancellent ou perdent les valeurs grâce auxquelles les populations ont foi en leur solidité, la paix sera toujours menacée. D'où l'importance de la lutte pour des institutions politiques justes et stables, pour des institutions économiques fiables et pour des institutions morales et spirituelles fertiles dans leurs capacités de dire et de transmettre les normes.

La construction d'une société de paix au Cameroun devra aller dans ce sens, loin des discours convenus qui occupent aujourd'hui la place publique et qui n'aident pas le pays à résoudre concrètement ses problèmes de fond.

Disons-le de manière plus abrupte encore : le Cameroun a besoin d'Hommes de paix et d'institutions de paix, d'Hommes et d'institutions du développement plénier et durable. C'est à l'éducation de ses Hommes et à l'édification de ces institutions qu'il convient de s'atteler, pour que l'avenir soit à la hauteur du grand rêve camerounais.

Bafoussam, octobre 2011



Consultation des listes electorales dans la Commune de Bafoussam 1er

Le réseautage au service de la paix

Par Flaubert Djateng et Christiane Kayser,
noyau d'accompagnement SCP/EED

La campagne électorale au Cameroun s'est faite avec comme fonds de commerce « la paix ». Maintenant que les élections sont passées, regardons de plus près : Qu'est-ce qui menace la paix et la stabilité au Cameroun ? Cela nous permettra de travailler sur le moyen et le long terme.

Les populations sont de plus en plus résignées, désintéressées, déçues par tout ce qui touche le politique.

La situation économique empire et pousse beaucoup de gens dans la précarité. Les services sociaux sont de plus en plus inabornables et les besoins élémentaires d'un grand nombre de Camerounais ne sont plus pris en compte. Les jeunes ne voient pas d'avenir au pays, ils essayent d'émigrer par tous les moyens souvent avec le soutien de toute la famille.

La peur comme base de décision et comme moteur d'initiatives prend de plus en plus de place dans la société.

Cette situation précaire se vit sur le plan individuel et collectif mais est perçue, interprétée et analysée à travers le prisme régional et ethnique avec comme élément central la recherche du bouc émissaire. Les politiciens de tous bords renforcent ces tendances. On dirait qu'ils ne mesurent pas la gravité de telles fragmentations qui – comme on a vu en Côte d'Ivoire – peuvent faire sombrer un pays dans la guerre civile.

La société civile elle aussi est affectée par cette situation. Elle n'est pas unie et s'est souvent laissé manipuler. Cependant, depuis deux ans on note qu'il y a une certaine prise de conscience et des efforts sont faits pour jouer un rôle constructif envers la défense des intérêts communs. Ceci dit, il reste beaucoup à faire...

Au regard des dangers de fragmentation et de conflits entre générations, communautés ou régions, le réseautage nous semble une forme d'action et d'organisation qui sert à la mobilisation et au plaidoyer efficaces.

Il y a plusieurs formes de réseautage. Pour ne nommer que quelques exemples :

- Les réseaux sociaux sur internet qui ont un succès fulgurant dans le monde entier et qui dans des pays comme l'Égypte ou la Tunisie ont contribué de façon décisive au changement. Ils ont le grand avantage de mobiliser rapidement et fortement avec l'appui de la technologie, mais ils ne mettent pas en place une organisation pouvant assurer la gestion de la suite.
- Les réseaux économiques formels et informels qui permettent de mobiliser une clientèle, vendre un produit et créer une loyauté par rapport à la marque.
- Les réseaux citoyens qui se mettent en place dans le cadre de la société civile avec des objectifs communs envers la transformation de la société.

Nous nous concentrons ici sur le troisième type de réseau.

Principes du réseautage

Il est important qu'un tel réseau se développe et se vive comme réseau et non pas comme une ONG sous autre étiquette.

1. L'énergie doit résider au niveau des membres et non à la Coordination ou au Secrétariat permanent.
2. La Coordination ou le Secrétariat permanent doit éviter d'être en concurrence avec ses membres.
3. La Mission ou le But du réseau doit nécessiter plus d'une organisation membre pour être accompli ; une seule organisation ne peut le réaliser seule.
4. Le renforcement des capacités des membres doit prendre en compte les capacités individuelles des personnes travaillant au sein des orga-

nisations membres et aussi des capacités institutionnelles de l'organisation

5. Les rôles de membres et ceux de la Coordination ou du Secrétariat permanent doivent être complémentaires
6. Il faut une claire distinction entre activités de la Coordination ou du Secrétariat permanent et activités des membres
7. La Coordination ou le Secrétariat permanent existe et se renforce à partir de la force et des capacités de ses membres.

En quoi un tel réseau peut-il renforcer le travail de paix ?

La mise en réseau autour d'une thématique ou d'un intérêt commun facilite la définition d'une stratégie pour plusieurs acteurs travaillant avec la même finalité. Notre tout jeune réseau du Service Civil pour la Paix a posé comme premier acte le développement d'une vision commune que vous trouvez dans cette publication. Les 24 membres du Zenü Network basé à l'ouest du Cameroun ont développé un plaidoyer commun pour l'accès des populations dans leurs zones d'intervention à l'eau et à l'électricité.

Les membres d'un réseau peuvent se départager de façon complémentaire les rôles opérationnel, stratégique, de représentation, de capitalisation en prenant en compte les forces des uns et des autres. La coordination ou le secrétariat joue un rôle spécial en mettant en avant la puissance combinée de cette alliance qu'est le réseau. Dans le réseau SCP des organisations catholiques et protestantes, travaillant avec les jeunes, les femmes, les paysans, les citoyens aux quatre coins du pays mettent ensemble leurs efforts pour la paix et la stabilité. Nous disposons aussi d'un coordinateur pays de l'AGEH et d'un noyau d'accompagnement de EED qui mettent en avant les acquis et les questionnements des membres du réseau.

Au sein d'un réseau les membres produisent des informations et analyses sur la thématique tout en s'alimentant mutuellement et en ren-

forçant leurs capacités. Le renforcement de capacités devient une activité régulière et collective orientée vers l'atteinte des objectifs communs. Nos ateliers de réseautage dans le réseau SCP et les rencontres du réseau Zenü en sont des exemples.

Les liens entre les membres du réseau créent une dynamique d'ensemble qui donne une nouvelle qualité et renforce la cohésion tout en permettant de maintenir les spécificités individuelles. Dans le cadre du Zenü Network le travail avec les jeunes vise à permettre aux jeunes de trouver des réponses à leurs questions existentielles et d'explorer des alternatives à leur situation. Les groupes de jeunes travaillant avec le Zenü désormais se connaissent, s'épaulent et se renforcent mutuellement.

Un réseau constitué de membres de diverses origines, religions et régions permet de dépasser les préjugés entre les uns et les autres sur base d'une meilleure connaissance. Le réseau peut établir une confiance mutuelle entre les membres même s'ils ne sont pas du même avis. Les possibilités d'un tel réseau notamment dans le plaidoyer dépassent de loin celles d'une seule organisation membre.

Dans un pays où la majorité des gens, c'est à dire les jeunes, ne voient pas d'avenir, sont découragés, frustrés et peuvent recourir à la violence comme en février 2008, le travail avec eux par exemple dans le Zenü Network ou dans le réseau SCP permet de toucher à des thèmes qui les passionnent (par exemple l'emploi et la corruption), leur donne de l'énergie, les met en relation avec d'autres jeunes, leur donne une structuration tout en leur laissant la liberté d'association et de créativité individuelle.

Un plaidoyer sur base d'intérêts et de revendications communes est seulement efficace dans le cadre de réseaux ou d'alliances, car de cette façon les membres sont mieux protégés et les décideurs se sentent plus facilement forcés de prêter l'oreille.

Le travail en réseau est donc une façon efficace et fructueuse pour construire et maintenir la paix.

Bafoussam/Goma, Octobre 2011

Le conflit des générations – un défi pour la Paix au Cameroun

By Christian Tanyi, Lukmef

Souvent nous nous définissons nous mêmes comme vieux ou jeunes quand on fait référence à l'âge au sens large du terme. Au Cameroun, bien qu'on puisse choisir de fractionner la population dans toutes les directions, on peut facilement identifier deux segments principaux – les personnes d'un certain âge en activité (1945/1950) et les jeunes générations (1970/2000).

Une étude concise de ce problème générationnel a révélé plusieurs choses. Tout d'abord, il semble y avoir une réelle différence de valeurs entre les deux générations. Deuxièmement, il semble qu'en conséquence, elles aillent véritablement au devant d'un affrontement. La question cruciale est, « les personnes d'un certain âge en activité qui détiennent les postes officiels de haute responsabilité dans la plupart des organisations, communautés et gouvernement du Cameroun, mettent-elles les jeunes générations en groupe et à part comme le prévoient les valeurs anciennes, renforçant ainsi le désintérêt ou la rébellion des jeunes générations plutôt que l'esprit de collaboration recherché ? » Dans bien des cas, la réponse est « Oui ». Au Cameroun, la jeune génération est sensiblement plus individualiste et possède un esprit d'équipe plus conséquent que les anciennes générations, ce qui permet de penser que le « teambuilding » doit rester une priorité pour la plupart des organisations. Il s'avère que les structures des équipes répondent autant, ou même davantage, aux besoins des générations actuelles qu'elles ne l'ont fait pour celles qui ont précédé. Le paradoxe est que nous devons maintenant développer des équipes pour des personnes hautement indivi-

dualistes avec un ensemble de valeurs différentes. Cela nécessite que le paradigme de consolidation de la paix soit différent de celui axé sur des principes communautaires qui est actuellement en vogue.

À l'heure actuelle, on définit le paradigme dominant comme le modèle traditionnel. Il est axé sur la collectivité et estime que des équipes efficaces doivent être fondées sur des règles communes et des intérêts similaires. Le paradigme alternatif est le modèle authentique, basé sur les individus, il soutient que l'élément le plus important dans la constitution d'une équipe est la façon unique dont chaque membre participant est différent de tous les autres. Le modèle authentique émet des hypothèses différentes sur ce qui est nécessaire pour atteindre l'efficacité dans le groupe et contraste clairement avec le point de vue traditionnel. Les deux approches aspirent au même but, i.e., obtenir des équipes de travail hautement efficaces qui œuvrent en bonne collaboration. Ce en quoi ils divergent est sur le meilleur moyen de parvenir à cet objectif final.

En vertu de quoi, la façon dont un individu perçoit la paix ou la violence doit être étudiée selon les principes du modèle authentique, évitant ainsi de généraliser sur les actions ou comportements d'individus en fonction des groupes ou des communautés auxquels ils sont liés. Bien que les valeurs du groupe ou de la communauté puissent influencer les actions individuelles, la paix durable doit être construite sur l'action de chacun plutôt que de s'attaquer aux communautés ou aux valeurs générationnelles.

La structuration et les valeurs des ethnies du Cameroun suivent le modèle traditionnel et contribuent ainsi à ce que les conflits entre les ethnies et les villages soient transmis de génération en génération. La nouvelle génération, qui est plus individualiste, fournit une excellente opportunité de briser le cycle et de conduire des activités de construction de la paix en faisant valoir l'individu comme bénéficiaire principal et la communauté comme bénéficiaire secondaire.

Bien que ce ne soit pas dans le sens le plus strict du terme, l'évaluation des bénéfices de la paix comme primaires ou secondaires pour

l'individu et la communauté reste une stratégie cruciale pour parvenir à une paix durable entre les ethnies et les villages au Cameroun.

Le comportement humain est soumis à certaines « lois » de dynamique de groupe et/ou à des orientations très précises. Ces lois et orientations sont normatives, celles qui sont les plus appropriées sont clairement préférées à celles qui vont dans le sens contraire ; par exemple, la Théorie Y est bien meilleure que la Théorie X (Mc Gregor, 1957) ou la démocratie est une forme de gouvernement supérieure à l'autocratie, comme le préconise le principe des relations de soutien de Likert (1961) et ainsi de suite.

Sur la base de ces hypothèses, on peut clairement définir des catégories comportementales et ainsi affecter des individus à ces catégories afin, par exemple, d'être à même de les gérer plus facilement.

Une équipe traditionnelle typique attache beaucoup d'importance aux valeurs et aux objectifs communs. La norme est d'entretenir de bonnes relations et de maintenir un haut niveau d'ouverture, de confiance et de partage des sentiments. On met l'accent sur la participation de chacun à l'ensemble des sujets auxquels le groupe est confronté. Le conflit est respecté, et on tente de le résoudre aussi rapidement et efficacement que possible. La cohésion du groupe est une valeur essentielle, et le maintien de relations interpersonnelles d'entraide peut avoir autant d'importance que la réalisation des objectifs de l'équipe. Dans la plupart des cas, une norme pour un comportement efficace en équipe est établie, et les comportements actuels sont mesurés en fonction de cette norme.

Depuis de nombreuses années, l'Etat a utilisé et promu ce modèle de développement de l'équipe. Dans une large mesure, il a réussi, car les équipes se sont construites en conformité aux valeurs de l'ancienne génération qui, comme nous l'avons explicité plus haut, constitue la majeure partie du gouvernement.

La psychologie Gestalt permet que les individus soient plus autonomes et maîtres de leurs propres vies. Elle affirme que la croissance personnelle est une question d'individus conscients de leur situation

dans le présent, d'où ils voudraient être dans le futur, et de quelle façon ils s'empêchent eux-mêmes de parcourir le chemin nécessaire à cette transition (Perls 1973). Ce concept est bien compris par les jeunes générations au Cameroun qui ont toutefois tendance à penser qu'ils sont freinés par les vieilles idéologies.

Le conflit est respecté et considéré comme une force constructive dans un groupe sain. Alors que des problèmes spécifiques doivent être réglés, le conflit lui-même est transformé plutôt que résolu. On part du principe qu'il y aura toujours des gens qui voient les choses différemment et que ces points de vue variables doivent être gérés avec efficacité.

Les défis de la situation décrite ci-dessus restent en majeure partie l'interférence constante de l'Etat, des chefs de tribus plus âgés et des élites, au service d'intérêts politiques et économiques égoïstes, dans l'orientation à donner à la stabilité et à la paix inter-tribale, plutôt que l'argument caché que de tels conflits sont générationnels dans la forme et l'origine.

Une différenciation active de ces facteurs et la dénonciation de tels individus sont un point de départ décisif à la construction de la paix au Cameroun. Cela n'est cependant pas chose facile si l'on considère le niveau élevé de pauvreté, le faible niveau d'éducation des chefs traditionnels et la très puissante influence financière et politique des élites (les anciennes générations).

*« Jeunes
Camerounaises »
vues par un
artiste peintre
de Douala*



Lien entre l'université et le travail de paix : le cas de la Faculté des Sciences Sociales et des Relations Internationales à l'Université Protestante d'Afrique Centrale à Yaoundé

Par Célestin Tagou¹

Parler du « lien entre l'université et le travail de paix » revient à s'interroger sur la contribution que l'éducation tertiaire se doit d'apporter dans l'éternel processus de la construction et de la promotion de la paix dans les sociétés humaines en général. S'il faut s'attarder sur le cas du Cameroun, il revient ainsi à se poser un certain nombre de questions : pourquoi et comment est-il nécessaire de faire un travail de paix au Cameroun, un pays qui n'est pourtant pas en guerre ? Et si on le fait, qu'est-ce qu'on veut prévenir ? Dans le cas précis de l'éducation tertiaire, le choix de l'UPAC se révèle être judicieux à partir du moment où la FSSRI y offre un cycle complet (LMD) de formation hautement spécialisé sur les questions de Paix et de Développement et reçoit en son sein des étudiants de plusieurs pays africains. Avant de revenir sur la contribution et l'expérience de la FSSRI de l'UPAC dans le travail de Paix au Cameroun, il est important de savoir pourquoi non seulement le Cameroun, mais toute la sous région et partant tout le continent Africain a plus que besoin du travail de paix au 21^o siècle tel que le fait depuis des années le Service Civil pour la Paix.

¹ Célestin Tagou est un ancien *professionnel d'appui de EED*. Il est actuellement le Doyen de la Faculté des Sciences Sociales et des Relations à l'Université Protestante d'Afrique Centrale et chef du Département de Paix et Développement.

I. Nécessité du Travail de paix au Cameroun

Pour aborder ces interrogations à la fois multidimensionnelles et multisectorielles, un recours à la typologie des conflits de Johan Galtung² qui d'une façon systématique structure le métier du médiateur dans la praxis, confirme le fait que le travail de paix tel que le Service Civil pour la Paix le fait partout en Afrique est plus qu'indispensable dans le long terme.

Les travaux de Galtung, associés à ceux de Bercovitch³ montrent à suffisance que le travail du médiateur, c'est-à-dire du pacificateur oscille entre les micro et les méga conflits en passant par les méso et les macro conflits. En d'autres termes les deux épistémologues des questions de Paix démontrent dans leurs différentes analyses que le Travail de Paix tel que le réalise si bien le Service Civil Pour la Paix⁴ de manière plus pratique que théorique, se doit de se structurer selon une typologie rationnelle qui reflète le réel.

En se basant sur cette typologie, il devient facile de faire un état des lieux au Cameroun afin de justifier la nécessité d'un travail permanent pour la paix. Pour le cas du Cameroun et partant celui de l'Afrique en général, il faut dire sans vouloir se répéter que ce pays représente le prototype même de la typologie des conflits définie par Galtung et Bercovitch.

Au-delà des micro conflits qui sont les conflits intra et interpersonnels, c'est-à-dire les contradictions et les objectifs contraires qui se dé-

2 Cf. : Galtung, Johan: Transcendance et transformation des Conflits : une Introduction au métier de Médiateur, Traduit par Célestin Tagou, PUPA, Yaoundé 2010. Le professeur Johan Galtung est le père fondateur des études de Paix dans l'éducation tertiaire, c'est-à-dire au niveau universitaire. C'est à lui que le monde scientifique doit les concepts de Paix Négative et Paix Positive. La typologie des conflits de Galtung nous permet d'identifier 12 types de conflits qui peuvent être simples, structurels ou complexes et qui peuvent se dérouler selon quatre niveaux qui sont micro, méso, macro et méga.

3 Cf. : Bercovitch, Jacob & al. : Regional Guide to International Conflict and Management from 1945 to 2003, CQPress 2003

4 Cf. : Djateng, Flaubert & al. : Construire la Paix, SCP-Grand Lacs/EED, Kinshasa, Bafoussam, Berlin, 2009

roulent en l'individu et entre individus, on retrouve au Cameroun et ce à tous les niveaux des conflits qui opposent les agrégats sociaux, les groupes ethniques du Cameroun les uns contre les autres.

Les 20 types de conflits identifiés au Cameroun par Charly Gabriel Mbock⁵ constituent en fait les différentes natures des méso conflits qui opposent les groupes de population camerounaise entre elles : les **conflits identitaires et économiques** (Nyokon-Bamiléké à Makénéne, Bamiléké-Bakossi à Tombel, Sawa-autres à Douala, les grassfields- les Bakweri and Bakossi à Limbé, Kumba..., Arabe Choa Kotoko à Kousseri, Balikumbat-Bambalang au Nord-Ouest...) ; les **conflits ethno fonciers** (Bassa-Eton, Bamiléké-Boulou à Sangmélina et Ebolowa, les Anglo/Bami-les Béti au Centre, au Sud et à l'Est, Kirdi -Foulbé dans l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême Nord...) et les **conflits ethno politiques**⁶ qui opposent les 1+7 groupes stratégiques et conflictuels identifiés par Tagou⁷ et qui se battent pour la monopolisation ou la prise du contrôle du pouvoir politique au Cameroun. Il s'agit des **Pahouin** (socio politiquement on parle de Bulu/Beti) du Centre, du Sud et de l'Est ; des **Bamiléké** (connus aussi sous l'appellation de Grassfield) de l'Ouest ; des **Fulbé ou les Haoussa** (connus comme les Nordistes) de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, **des Douala (ou Sawa)** du Littoral ; des **Bassa** du Littoral et du Centre ; des **Bamoun** à l'Ouest ; des **Kirdi** dans l'Extrême Nord ; des **Anglophones** (qui représentent le 1 de la formule 1+7) du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.⁸ Les alliances se font et se défont entre les 8 groupes sous fond de clientélisme poli-

5 Mbock, Charly Gabriel & al. : Les Conflits ethniques au Cameroun, Quelles sources, quelles solutions ? Editions Saagraph, Yaoundé 2000, p.55

6 Cf. : Buyinga, Elenga in : Tribalisme et Problème national en Afrique Noire. Le cas du Kame-run. L'Harmattan 1989.

7 Cf. : Tagou, Célestin in : Demokratisches Rotationsprinzip Eine Lösung für politische Integration in Kamerun zwischen Nationsbildung und Ethnizität, Cuvillier Verlag, Göttingen 2006. Le groupe stratégique est le groupe qui est au pouvoir et met tout en oeuvre pour le monopoliser. Les groupes conflictuels sont ceux qui ne sont pas au pouvoir et font recours à leurs potentiels de menace pour avoir le pouvoir.

8 Cf. : Nyamnjoh, Francis : Cameroon : A country united by ethnic ambition and difference, in : African Affairs, (1999), p.109

tique⁹ qui lie les périphéries (groupes conflictuels) et le centre (groupes stratégique).

En ce qui concerne les macro conflits, c'est-à-dire les conflits entre les Etats et les Nations, on peut dire qu'en dehors de la dispute territoriale qui a opposé le Cameroun au Nigéria par rapport à la question de souveraineté sur la presqu'île de Bakassi et des intempestives surenchères de violences xénophobes au Gabon, en Guinée Equatoriale et en République Centrafricaine, le Cameroun vit paisiblement avec tous ses pays voisins dans la sous région.

Les méso conflits identifiés ci-haut s'articulent également au Cameroun en termes de méga conflits, c'est-à-dire les conflits de civilisation et de région.

Nous avons les Sudistes (appelés péjorativement les Ngadamayo) surtout ceux du « Pays Organisateur »¹⁰ qui entretiendraient un climat politique de suspicion et de méfiance vis-à-vis des Nordistes. Ces derniers n'ont jamais pardonné aux premiers ce qui s'est passé entre 1982 et 1984 et ambitionneraient de reprendre le pouvoir politique qu'ils ont donné aux Sudistes en 1982¹¹. Sans prétention de génération, on peut noter que ce conflit politique latent entre les Nordistes et les Sudistes se manifeste dans certains milieux au Cameroun en conflit entre les Musulmans du Nord et les Chrétiens du Sud. Heureusement que jusqu'à nos jours le dialogue interreligieux et le caractère laïc de l'Etat Camerounais ont permis aux fidèles des deux grandes religions de vivre et de cohabiter dans un esprit de tolérance religieuse qui fait du Cameroun un cas d'école et fait dire à Johan Galtung que : « *Cameroun is more than a country. Cameroon is a message, a very positive mes-*

9 Cf. : Mehler, Andreas : Cameroun and the politics of patronage, in : David Birmingham/Phyllis M. Martin (Hrsg.) : History of Central Africa. The contemporary years since 1960, London/New York 1998, S.48

10 Cf. : Ateba Eyene, Charles : Les paradoxes du « Pays organisateur », Elites productrices ou prédatrices : le cas de la province du Sud-Cameroun à l'ère de Biya (1982–2007), Editions Saint-Paul, Yaoundé, Juin 2008

11 Cf. : Melher, Andreas : Kamerun in der Ära Biya : Bedingungen, erste Schritte und Blockaden einer demokratischen Transition. Institut für Afrika-Kunde, 1993

sage.»¹² La matérialisation de cette tolérance s'observe mieux au quartier Briqueterie dans la ville de Yaoundé. Ici il est tout à fait normal que pendant que les Musulmans se courbent sur leur nattes pour prier, les Chrétiens sont paisiblement entrain de boire des bières dans un débit de boisson juste à côté des sites de prières improvisés par des musulmans non seulement ressortissants du Nord Cameroun, mais aussi des pays tels le Niger, le Nigéria, le Tchad... Dans les trois régions du Nord du Cameroun les Kiridi Chrétiens cohabitent également avec les Peuls musulmans même si les premiers subissent et dénoncent la domination multisectorielle des seconds. Malgré le risque d'escalade non négligeable, on n'est cependant pas encore dans la situation du Nigeria où la secte islamiste Boko Haram sème la terreur poussant ainsi les Nigériens musulmans et les chrétiens à se massacrer mutuellement.

Ce bref état des lieux montre à suffisance que malgré le fait que le Cameroun se présente comme un modèle de paix en Afrique Centrale et sur tout le continent en général, les risques que ses conflits latents escalent en violence ne sont pas à négliger. Le Cameroun n'est certes pas en guerre et il ne faut pas le souhaiter, car la guerre s'apparente à un monstre qu'une fois réveillé, il est difficile de prédire quand il va s'arrêter sans compter les horreurs et les cicatrices indélébiles qu'il laisse dans la mémoire collective. Mais il faut cependant noter que la paix que ce pays vit correspond à ce qu'on appelle en Peace Studies la Paix Négative (Negative Peace). C'est-à-dire une situation certes d'absence de guerre mais où il existe encore la violence structurelle intentionnée et non intentionnée qui se manifeste par l'omission de la satisfaction des besoins fondamentaux des populations et aggravée par l'absence de justice sociale dans la redistribution des ressources et des richesses de la Nation.

Le travail de Paix qu'effectue le Service Civil pour la Paix, s'impose donc dans ce pays en terme de prévenir l'escalade des violences multi-formes et de construire une Paix Positive. C'est cette paix qui n'est plus

12 Galtung, Johan : The intrinsic linkage between Conflict, Development, Civilization and Peace in 21 Century in : Tagou, Célestin : The Dynamic of Conflict, Peace and Development in African Societies, from local to international. PUPA/AIPCD, Yaoundé 2010 p.17

une simple absence de guerre ou de violences ouvertes, mais qui pré-suppose également des conditions de vie qui offrent les possibilités aux citoyens de s'épanouir pleinement sur tous les plans tout en restant en harmonie avec l'écologie. Ici le lien est clair entre Paix et Développement. Le Développement est en fait ce que Galtung appelle Paix Positive. Ce constat fait, on se pose alors la question du lien entre ce travail de paix et l'Université ? En d'autres termes en quoi et comment l'Université peut contribuer ou contribue-t-elle au Travail de Paix tel que le fait le Service Civil pour la Paix un peu partout en Afrique ?

II. La contribution de la FSSRI de l'UPAC dans le travail de Paix au Cameroun et dans la sous-région.

Pour construire la Paix, il est important de savoir à quel niveau sociétal le conflit se déroule, combien d'acteurs en conflit on a en face de soi, quels sont leurs objectifs respectifs, et comment les décomplexifier pour les rendre plus appréhensibles et enfin quelles sont les qualités qu'on doit avoir en tant que médiateur, en tant que Travailleur de Paix pour amener les parties en conflit à formuler eux-mêmes des solutions idoines à ce qui les oppose. Le besoin de formation des médiateurs et des promoteurs ou Ingénieurs de développement s'impose ainsi de lui-même. Le travail de Paix et de Développement devient un métier pour lequel on a besoin d'outils épistémologiques et pratiques.

C'est à ce niveau donc qu'intervient la FSSRI de l'UPAC depuis sa création en 2006. Elle comble un vide longtemps observé dans le monde scientifique francophone : the Peace Studies. Dans la vision jacobine de la paix¹³ on fait plus études de la guerre car qui veut la Paix doit préparer la Guerre. Le constat a également été fait que plusieurs universités occidentales surtout anglo-saxonnes offrent depuis des années des

13 Cf. : Tagou, Célestin : *The Dynamics of Conflict, Peace and Development in African Societies, from local to international*, PUPA, 2010, pp.29-62

curricula d'enseignements portant sur différentes perspectives d'analyse de la problématique de *Paix et Développement*. C'est dans ces programmes académiques spécifiques et en marge des grandes écoles de diplomatie classique que sont formés ou recyclés de nombreux coopérants devant exercer dans les pays sous-développés dans le cadre de la coopération internationale pour le développement et pour la prévention, la résolution des conflits et le maintien de la Paix. Tel n'a cependant pas été le cas dans les pays africains exception faite de l'Afrique du Sud, du Sénégal, du Burundi etc. Et jusque là, la grande majorité de ces institutions offrent des programmes de formation taillés sur mesures pour des Masters professionnels sans réelle intention de recherches fondamentales¹⁴ et s'orientent ainsi pour la plus part aux paradigmes dominants sur le marché de l'emploi. La FSSRI de l'UPAC apporte une solution par son programme de formation en Paix et Développement qui va de la Licence, au Master I et II et le PhD, en même temps qu'elle réconcilie plusieurs disciplines autour des questions de Paix et du Développement. L'*African Institute for Peace Communication and Development* (AIPCD) complète les offres d'enseignement facultaires par les programmes de formation certifiante de courtes durées. Dans le cadre du même Institut de recherche, un centre qui propose des solutions alternatives aux différents types de conflits a été créé : the Center for Alternative Conflict Resolution.

Par ailleurs, les curricula proposés par les universités occidentales restent fortement orientés aux concepts qui sont à la mode ou au discours dominant dans le monde du développement et dont les programmes et projets y référant sont à même de bénéficier du financement des bailleurs de fonds et des ONG du Nord : Les droits de l'Homme, la résolution non violente des conflits, la protection de l'environnement et la biodiversité, la problématique du genre, la démographie, la lutte contre le VIH/SIDA, la démocratie participative, la bonne gouvernance

14 Cf. : African Leadership Centre : Workshop on the Mapping of Peace and Security Studies, in Africa's Tertiary Institutions, Nairobi, June 24th, 2010.

et la réforme du secteur public, la société civile et le renforcement des capacités humaines, la décentralisation, le développement communautaire et rural, les enfants de la rue et les handicapés etc. et aujourd'hui les changements climatiques avec le réchauffement de la terre et la crise alimentaire sont les principaux thèmes qui, parce que sporadiquement à la mode, ont de manière déconnectée et discontinue focalisé l'attention des acteurs du Nord et du Sud tant sur le plan pratique que théorique.

Or les questions de Paix et Développement dont le caractère interdisciplinaire et multisectoriel ne souffre d'aucune contestation aujourd'hui, ont non seulement besoin d'être abordées dans leur globalité afin d'établir les liens de causalité et d'interdépendance qui existent entre les différentes perspectives d'analyse et les secteurs d'actions, mais aussi et surtout faire l'objet d'une préoccupation académique constante dénuée de tout effet de mode. C'est au prix de cette recherche académique permanente que les acteurs de la coopération internationale pour le Développement, et surtout ceux du Sud peuvent voir clair dans les fondements théoriques et idéologiques qui sous-tendent les stratégies et les politiques de Développement ainsi que toutes les méthodes de prévention et de résolution des conflits qui ont marqué et orientent aujourd'hui encore les discours entre le Nord et le Sud en ce qui concerne la lutte contre le sous-développement, la recherche et le maintien de la Paix en Afrique en particulier et dans le monde en général.

C'est fort de cette conviction que l'Université Protestante d'Afrique Centrale a ouvert tout un département académique à la Faculté des Sciences Sociales et des Relations Internationales dont la principale préoccupation est d'analyser la problématique de la Paix et du développement dans sa totalité historique, théorique, conceptuelle, pratique et opérationnelle sous une perspective à la fois diachronique et synchronique. Les programmes de Master en Paix et Développement (*Master of Arts in Peace and Development Studies*) et de Journalisme de Paix (*Peace Journalism*) s'inscrivent donc dans cette approche globalisante.

Le premier objectif de ce programme est d'amener les jeunes afri-

caines et africains, experts et agents en développement ou non, à rechercher et à retracer clairement, au-delà de la pluridisciplinarité et du caractère multisectoriel, la continuité ou la discontinuité théorique et idéologique ainsi que les points de convergence qui ont émaillé les discours scientifiques ou les grandes théories, les politiques et les stratégies de développement depuis l'invention du concept de sous-développement en 1949 par le président américain Harry Truman jusqu'à nos jours.

Le deuxième objectif du programme est de faire comprendre aux agents et aux experts africains en développement et en prévention ou en résolution des conflits que les questions de Paix sont intimement liées à la problématique du Développement sur le continent africain et vice versa. A la fin du Cycle, les étudiants sont capables de mieux comprendre non seulement l'histoire et les grands enjeux de la coopération internationale pour le développement avec les pays du Nord ainsi qu'avec les institutions internationales et les ONG du Nord, ils seront également familiers des instruments, des acteurs et des vocabulaires du monde de la coopération internationale pour le développement en général et du maintien de la paix et de la sécurité, deux objectifs primordiaux des Nations Unies.

Le troisième aspect est que, une fois nantis de cette connaissance et au-delà du fait d'être devenus par là même une main-d'œuvre hautement qualifiée et prête à l'usage pour les organisations internationales et les ONG, les étudiants en fin de cycle auront les canons nécessaires pour contribuer à repenser et à réorienter les stratégies de développement et du maintien de la Paix dans le sens de leur adéquation avec les réalités africaines ou bien à réinventer de nouvelles stratégies et de nouveaux paradigmes de lecture selon les spécificités des sociétés africaines. Il faut par exemple signaler que le *power sharing* a montré ses limites dans la résolution des conflits ethno politiques au Kenya, au Zimbabwe, en Côte d'Ivoire.

Le quatrième objectif est d'offrir des Services à la communauté (Outreach programmes), des programmes de formations certifiant et

de courtes durée pour le renforcement des artisans de Paix et des promoteurs de développement qui sont déjà sur le terrain. La philosophie qui sous-tend la vision globale de ces enseignements à l'UPAC est que sans la Paix, il n'y a pas de développement durable et le développement reste le gage du maintien d'une Paix Positive et Perpétuelle.

En 2009, nous avons été largement réconfortés dans nos options académiques, scientifiques et des formations de courtes durées quand le père fondateur de Peace Studies a déclaré que : « *The place is right: Cameroon.... The organization is right : combining theology, philosophy, social sciences and peace practice like mediation. At home in the worlds of spirituality, concepts and theories, empirical studies and peace practice, ...you combine what in Europe and the USA often is uncombinable. The four are kept apart by divisions inside faculties and universities, and between town and gown, practice and academia* ». ¹⁵ Et il continue en précisant: « *there is probably no other place in the world where theological spirituality, philosophical conceptual analysis, social science empiricism and mediation practice go together so well as at the Université Protestante d'Afrique Centrale in Yaounde (the political capital (Douala being the economic capital)). In the West, these four think they have nothing to learn from the other three, a loss to them all.* » ¹⁶

Parmi les premiers Licenciés et titulaires de Master sortis de la FSSRI de l'UPAC depuis 2009, beaucoup ont trouvé du travail dans les organisations et ONG internationales. Il y en a qui ont régulièrement eu les concours d'entrée dans les grandes écoles du Cameroun comme à Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC). Ceci leur permet de compléter leur maîtrise des problématiques de Paix et du Développement par des techniques traditionnelles de diplomatie faisant d'eux d'excellents médiateurs et négociateurs. Ceux qui sont dans les universités étrangères comme en Angleterre, en France... donnent des échos très positifs : frottés aux réalités du contexte européen et nantis de

15 Galtung, Johan in : op.cit. 2010, p.17

16 Ibid. : <http://www.TMSTRASCENDMediaService.mht> du 13 Avril 2009.

leur formation conceptualisée à la FSSRI de l'UPAC, ils font preuve d'une lecture à la fois spécifique et globalisante de la problématique de Paix et du Développement dans leur nouvel environnement universitaire.

Sur un plan purement pratique, un cas d'auto-emploi a été mis en évidence par un titulaire du Master of Arts in Peace and Development Studies de la FSSRI de l'UPAC, qui a créé une GIC dans l'esprit des conférences de Rio 92 et de Johannesburg 2002. Son GIC *Guide d'Espoir (Guiding Hope)* a gagné le prix du Fair Trade des Nations Unies. Il était à New York en Juin pour cela, après avoir reçu le prix à l'Ambassade des Etats-Unis ici à Yaoundé. Il emploie une vingtaine de personnes parmi lesquelles l'une de ses camarades de promotion qui est Secrétaire de Direction à Guiding Hope¹⁷. Plusieurs travaux de recherche au niveau Master ont déjà été consacrés à plusieurs méso, macro et méga conflits au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en RDC, au Tchad et aux problématiques de Développement donc de Paix Positive dans plusieurs autres pays du continent.

Tout ce processus de formation et transformation de la future génération africaine et des acteurs de la société civile en artisans de Paix et Développement n'aurait pas été possible sans le soutien en finance, en personnel et en infrastructure¹⁸ du Service Evangélique pour le Développement (EED) à Bonn en République Fédérale d'Allemagne. C'est la combinaison de tous ces efforts qui permettront au Cameroun et à l'Afrique d'en tirer le plus grand bénéfice pour la construction de la paix et la promotion de la Paix Positive (développement) sur un continent durement affecté par les guerres et l'extrême pauvreté.

17 Cf. : <http://www.seedinit.org/award-winners/2008-winners-overview.html> de Juillet 2008

18 Depuis 2006 EED finance l'expertise suivante pour la FSSRI : Prof. Cage Banseka, Jr.Prof. Célestin Tagou et Dr. Etienne Fopa. La construction de deux bâtiments contenant des salles de classes et des bureaux ont également été financée par EED.

Commission Justice et Paix de Bamenda

Notre action pour la paix et la stabilité

Par Laura Anyola Ngwa, *Coordinator*,
et Elphie Galland, *Peace building Officer*

Ces dernières années, de nombreux conflits inter-ethniques ont touché la région du nord-ouest du Cameroun. Ces conflits ont causé de lourdes pertes humaines et matérielles dans toutes les communautés concernées. Pour la plupart, ces conflits se sont produits de façon récurrente depuis les années cinquante. C'est pour cette raison que la Commission Justice et Paix de l'Archidiocèse de Bamenda s'est engagée dans des projets sur la gestion des conflits et la consolidation de la paix à l'intérieur du territoire de l'Archidiocèse, qui recouvre 5 des 7 divisions de la région du nord-ouest ayant des frontières communes aux régions de l'ouest et du sud-ouest du Cameroun.

La région du nord-ouest est composée de chefferies ou Fondoms hautement centralisées qui constituent des ethnies bien organisées avec des frontières définies, ce qui génère un grand sentiment d'indépendance chez ces ethnies. La population autochtone comprend divers groupes ethnolinguistiques. Traditionnellement, ces Fondoms sont dirigés par le Fon, assisté de près par un corps législatif, généralement connu sous le nom de « Kwifon » ou « Nwerong ». Les Fons sont intronisés en tant que représentants vivants des ancêtres. Officiellement, on les considère comme des « auxiliaires de l'administration » puisqu'ils font le lien entre l'administration et la population qu'ils sont censés gouverner. Paradoxalement, il semblerait parfois que certains d'entre eux aient dans leurs

zones tribales, une influence plus grande que celle des autorités administratives, et que leurs décisions soient souvent plus respectées que celles de l'administration qui n'aurait alors apparemment aucun pouvoir à leur rencontre.

Des efforts louables de médiation et de négociation ont été entrepris par l'administration et les organisations de la société civile pour répondre à ces conflits, mais ils continuent sans cesse à éclater dans les mêmes zones. La cause principale à souligner dans la recrudescence de ces conflits est territoriale. Dans la plupart des villages, soit les frontières ne sont pas bien tracées, soit elles ne sont pas acceptées par une des parties. De plus, il y a la question de la classification hiérarchique des Fondoms ; cette classification laisse à certains des Fons toute la latitude pour tenter d'imposer leur volonté à ceux dont le rang est inférieur. Ce genre de manifestation de pouvoir fait empirer une situation qui est déjà mauvaise. Le cas du conflit Bali/Bawock en 2007 en est un exemple très concret. Les Balis sont considérés comme un Fondom de première classe alors que les Bawocks sont de deuxième classe. Les premiers s'attendent à ce que les derniers leur vouent obéissance en respectant les jours réservés au sacrifice traditionnel. Il va de soi que ces derniers ont résisté en revendiquant les droits propres à leur peuple qui ne devraient en aucun cas être soumis aux lois d'un autre Fon. Cela a débouché sur un conflit violent qui a laissé plus de 3000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, leurs foyers ayant été entièrement détruits. La commission Justice et Paix a joué un rôle très important en aidant les membres de la communauté à réintégrer leur village et continue à élaborer un processus de paix entre les deux communautés. De nombreuses communautés rencontrent de tels affrontements pendant que d'autres restent des zones potentielles de conflits.

Afin d'être à même de négocier des accords de paix et de mettre en œuvre des activités propres à la construction de la paix dans les villages, la CJP mène une recherche sur les causes profondes des conflits dans la région du nord-ouest. Dans ce but, la CJP a procédé à des entretiens dans les communautés avec des personnes-ressources identifiées.

La CJP a aussi publié un manuel d'éducation pour la paix destiné aux écoles, et a déjà démarré un programme d'éducation pour la paix à Mbesa, un village qui, depuis de nombreuses années, connaît des conflits avec son village voisin Oku, et dont le conflit le plus récent, en 2007, a été considéré comme le plus destructeur. Mbesa sert de village pilote pour ce projet. Ce programme d'éducation pour la paix est chargé d'inculquer aux jeunes la culture de la paix. En effet, il faut enseigner les valeurs de non violence afin de nourrir les germes de la paix, compte tenu du fait que la communauté a subi une série de violents conflits. Ce programme sera officiellement en application à partir du mois de septembre 2011 dans toutes les écoles de Mbesa.

A cet égard, une formation de professeurs d'écoles primaires et secondaires a été organisée en avril 2011 à Mbesa. Une vingtaine de professeurs du village y ont participé et toutes les écoles de Mbesa y étaient représentées. La formation, qui a duré trois jours, a abordé de nombreux sujets du manuel tels que les techniques d'enseignement, les compétences en communication, les différents types de résolution de conflits, la définition du conflit et de la paix, les droits de l'Homme...

Dans un autre ordre d'idées, la CJP travaille également avec des groupes de femmes dans quelques villages pour les inclure dans le processus de paix en tenant compte de leurs recommandations en ce qui concerne les projets utiles à la consolidation de la paix. Un bon exemple est l'installation d'un broyeur à maïs entre les villages de Bali et de Bawock qui sera un symbole de paix. Ce moulin, qui est destiné à servir les deux communautés, pourra aussi créer un espace de communication et d'échange d'expériences.

Compte tenu du rôle des chefs traditionnels dans la gestion des conflits, ces derniers ont été ciblés dans ce projet pour être formés dans un programme de leadership interactif, notamment en ce qui concerne les droits et les devoirs des Fons, de manière participative, démocratique et soucieuse des spécificités du genre (hommes/femmes). En bref, en utilisant les méthodes de gestion selon une approche axée sur les droits de l'Homme.

Le potentiel des Jeunes Filles et Femmes dans les régions du Nord Cameroun pour le travail de paix

Par Viviane Tassi Bela (*Professionnelle d'appui EED / Conseillère Technique à Saare Tabitha*)

Pendant des décennies et aujourd'hui encore, la paix a été considérée par de nombreuses sociétés africaines comme étant un état « d'absence de guerre ».

Cette conception fort erronée vise à étouffer très souvent les nombreux conflits sociaux et inégalités existantes dans des communautés. D'autres parts nos sociétés ont tendance à valoriser uniquement l'apport des hommes, « courageux guerriers » d'autrefois et « défenseurs » actuels de la paix, ce qui a le triste mérite d'oublier le rôle joué par les jeunes Filles et Femmes.

Au Nord Cameroun, les parades traditionnelles des hommes munis de lances et de flèches, le regard déterminé et parfois menaçant, rappelle sans doute à une foule formée là au hasard, les nombreuses batailles menées autrefois dans cette région du Cameroun. Une région où maintenir la paix a été et semble être encore aujourd'hui une histoire d'hommes.

Pourtant, la jeune Fille et la Femme au Nord Cameroun, malgré le silence forcé auquel elles sont très souvent réduites, ont toujours été l'instrument de maintien de la paix.

Victimes très souvent de mariages arrangés voire forcés dont l'unique but est aujourd'hui encore de pérenniser des relations et la paix entre deux clans, servant de médiatrices incontournables entre des communautés traditionnelles en conflit et assumant de plus en plus seules le rôle traditionnel « d'éducatrices » auquel elles en sont très souvent ré-



Marché au nord du Cameroun

duites, la jeune Fille et la Femme de cette région du Cameroun sont plus que jamais actrices de paix incontournables.

Leur potentiel social et intellectuel à gérer dans des conditions difficiles et souvent peu valorisantes ; une économie informelle, source pourtant d'emploi et de développement socio-économique de leurs communautés, à exploiter ; près de 70% du secteur agricole nécessaire à l'alimentation et à la survie d'une population croissante, bien que n'étant pas souvent propriétaires des terres exploitées, font d'elles des bases humaines indispensables pour la paix au Cameroun. Une paix juste et durable qui passe aussi bien par le développement que par un accès équitable et une gestion non violente des ressources existentielles disponibles.

Leur rôle primordial pour la stabilité sociale, économique et politique de cette région du Cameroun n'est plus à démontrer dans une zone où elles représentent près de 50% de la population. Leurs présences dans les marchés colorés de la ville de Maroua par exemple ou encore dans des ateliers de couture et des structures sociales en place, résultat d'un long processus de changement social, constitue un atout auquel on ne saurait renoncer.

Malgré cela, elles restent encore fortement marginalisées dans les sphères de prises de décisions et peu considérées par les instances socio-politiques et juridiques en place. Elles doivent lutter pacifiquement pour exister et voir leurs potentiels intellectuels valorisés.

Une femme sur deux est encore analphabète et privée par le système conservateur et traditionnel en place des droits Humains fondamentaux. Avancer vers un avenir plus juste devient pour elles un défi quotidien à relever aux côtés des structures de promotion féminines comme Saare Tabitha.

L'éducation et la formation professionnelle visant à renforcer leurs potentiels social et intellectuel deviennent alors leurs seules armes légitimes et non violentes pour une paix durable et une existence sociale juste dans les régions du Nord Cameroun.



Les jeunes filles profitent de chaque opportunité d'éducation

Sidaouta

Pour Sidaouta, une jeune femme du Nord Cameroun d'environ 20 ans, la situation était désespérée. Après une grossesse « hors mariage » la jeune femme s'est retrouvée chassée par sa famille de son village et a dû quitter sa communauté.

C'est alors que sa vie bascule. Elle se retrouve dans une case, chez une amie qui l'accueille provisoirement et est dans l'impossibilité pendant les premiers 8 mois de sa grossesse, de procéder à une visite prénatale.

Un droit à une santé reproductive qui se retrouve ainsi ignoré et bafoué. C'est à Saare Tabitha, le Centre de Promotion Sociale des Filles/Jeunes Femmes de l'église Baptiste du Cameroun (UEBC), qu'elle trouve du soutien. L'équipe de Travailleurs/Travailleuses Sociaux/Sociales de Saare Tabitha en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales du Cameroun (MINAS), ont pu à travers de nombreuses médiations fort difficiles, convaincre le père biologique du bébé de Sidaouta à payer une pension alimentaire pour son enfant et s'assurer par des interventions spécifiques du retour de Sidaouta dans sa famille et sa communauté. Son bébé dans les bras, son père à ses côtés et sa famille autour d'elle, Sidaouta se tourne maintenant vers un meilleur avenir plein d'espoir. Un résultat obtenu également grâce à l'engagement de Viviane Tassi Bela, Professionnelle d'appui EED qui renforce le travail des travailleurs/travailleuses sociaux/sociales de Saare Tabitha au Nord Cameroun.



Rebecca

Je m'appelle Ayome Rebecca et je suis née le 13/02/1991.

Je suis une ancienne apprenante de Saare Tabitha et j'ai terminé ma formation professionnelle en 2008. Je suis mariée depuis Janvier 2010 et mère d'un enfant de 5 mois.

Depuis la fin de ma formation, je n'ai plus parlé à mon papa. Il m'a « rejetée » par ce que je me serais mariée sans son consentement. Ma famille n'a donc pas reconnu ce mariage et mon père m'a exclue de la structure familiale à laquelle j'appartenais. Repliée sur moi-même, je souffre psychologiquement du manque du dialogue entre mon papa et moi depuis plus d'un an.

Mes activités de couture ont ralenties et je me suis retrouvée malgré moi en situation de dépendance financière dans mon couple.

La rencontre et le dialogue avec les Professionnel(le)s de Saare Tabitha avec le papa de Rebecca, un homme d'une soixantaine d'année, au regard triste et au visage asséché par le soleil nous a permis de chercher ensemble et de trouver les origines du conflit qui oppose Rebecca à son père.

Une deuxième rencontre a eu lieu le 09 Avril 2011 avec le mari de Rebecca afin de l'introduire dans le processus de la gestion de ce conflit. Après des séances d'entretien, de dialogue et de médiation, Rebecca a enfin retrouvé son sourire et sa place perdue pendant un an au sein de sa famille!



Contribution de justice et paix dans la gestion des conflits fonciers en zone rurale

Par Maître Dona Moula (*Coordinateur CDJP Garoua*)

1 Présentation du programme et contexte

« **Justice et Paix** » est l'un des 7 volets¹ d'intervention (appelés programmes) du Comité Diocésain de développement des Activités Sociales et Caritas (Codas Caritas), l'organe central de la pastorale sociale de l'Archidiocèse de Garoua.

Ce volet est spécifiquement chargé de la mise en œuvre des actions qui concourent à la préservation de la paix, à la promotion de la justice sociale et à la défense des droits de l'Homme, avec un accent sur l'assistance juridique et judiciaire aux personnes vulnérables, spécifiquement celles vivant en zone rurale.

En effet, nous couvrons une zone (le Région administrative du Nord Cameroun) fortement marquée par la problématique foncière, où l'agriculture et l'élevage sont prépondérants. Ces activités essentiellement complémentaires, sont au centre des problèmes de cohabitation, marqués par des rapports sociaux souvent conflictuels, exacerbés par un flux migratoire non coordonné des populations.

¹ Les 7 programmes du Codas sont : Santé, Agriculture, Hydraulique villageoise, Promotion de la femme et de la famille, Lutte contre le Handicap, Éducation et Justice et Paix, le tout sous la coordination d'un Secrétariat Général.

C'est à cet environnement délétère que Justice et Paix s'est attaqué depuis plus de trois ans en orientant ses actions davantage vers la **prévention** des conflits fonciers dans les arrondissements de Lagdo, Tchéboa et Touroua (Département de la Bénoué), avec la participation des autorités traditionnelles locales.

2 Actions envisagées

Pour ce faire, nous avons au préalable réalisé un diagnostic exhaustif sous forme de rencontre Tripartite entre agriculteurs, éleveurs et autorités (administrative, traditionnelles, techniques et municipales) ; ce qui a permis de comprendre les causes de tels conflits et de tirer la conclusion suivante : La compétition pour les ressources naturelles (eau, pâturages et terres agricoles) due à la désertification progressive couplée à la pression démographique sont les facteurs sur lesquels s'adossent les conflits dans la vallée sud de la Bénoué.

Cette étude nous a également permis de relever certains constats et comprendre pourquoi beaucoup d'initiatives de médiations foncières ont eu des fortunes diverses ; elles semblent avoir pour la plupart achoppé sur les obstacles ci-après :

- L'absence de collaboration entre les services techniques locaux ou encore les ministères sectoriels intéressés par les questions agropastorales et foncières ;
- L'inexistence d'une stratégie appropriée de résolution des conflits, le règlement des situations ponctuelles étant la règle ;
- La non implication des principaux acteurs dans la recherche des solutions à leurs différends ;
- Le dysfonctionnement des commissions locales de règlement des litiges subséquent au manque de moyens de fonctionnement, ce qui entraîne quelquefois une dépendance des membres par rapport aux parties en conflit, laissant ainsi libre cours à la corruption (La

commission de résolution des conflits évolue différemment d'un arrondissement à un autre qu'il s'agisse de sa composition ou de son fonctionnement.)

- L'inexistence de mécanismes de pérennisation des réalisations des projets et des mesures prises dans le cadre de la mise en œuvre des solutions aux litiges.

Partant de ces constats et des propositions des différentes parties prenantes, nous avons opté d'inscrire la recherche des solutions pérennes aux conflits dans cette zone dans un ensemble d'interventions coordonnées dont le succès devrait s'inscrire dans la logique suivante :

- Renforcement des capacités des acteurs en méthodes et techniques de traitement non violent des conflits ;
- Valorisation des expériences traditionnelles de résolution des conflits en les combinant aux méthodes et techniques modernes pour plus d'efficacité ;
- Promotion de la bonne gouvernance locale par la vulgarisation des textes de lois appropriés et la lutte contre la corruption ;
- Plaidoyer pour l'adaptation du plan d'aménagement du territoire en fonction de l'évolution du contexte.

En définitive, il a été retenu que la concertation permanente entre les acteurs passerait mieux par la mise sur pied de comités locaux de prévention des conflits.

3 Approches d'intervention

Dans le souci de promotion de la paix, nous sommes convenus d'accompagner le processus de changement de mentalité à travers une nouvelle vision du développement local basée sur le dynamisme et le réalisme de structures paysannes autogérées, éprises de paix et privilégiant la gestion non violente des conflits ainsi que la recherche des solutions con-

sensuelles aux problèmes environnementaux et d'accessibilité aux ressources naturelles.

Le principal objectif retenu est la création des conditions d'une cohabitation pacifique des différentes communautés et groupes socio-professionnels, par la mise en place des Comités Locaux de Prévention et de Gestion des Conflits agropastoraux (CLPGC) au niveau des terroirs communaux, et le renforcement des capacités de la Commission de Règlement des Litiges Agropastoraux dans les arrondissements.

Il s'agit prioritairement de former les membres de ces structures dans le domaine de la prévention, de la résolution consensuelle des conflits et dans l'élaboration des conventions collectives indispensables à la gestion des ressources naturelles dont l'accès est souvent la première cause de la plupart de ces conflits. A cet effet, il a été conçu un guide qui décrit brièvement les méthodes d'animation et de facilitation choisies pour la mise en place des CLPGC dynamiques pouvant prendre en charge la prévention et la gestion pacifique des conflits agropastoraux. Il compile également les thèmes techniques et outils pertinents pouvant aider les encadreurs dans l'animation des ateliers de formation en gestion non violente des conflits.

Ce choix vise à :

- Amener les acteurs sociaux et toutes les populations à prendre conscience des impacts négatifs des conflits dans leur vie quotidienne et le processus de développement. Cette sensibilisation se fait dans le cadre des séances de grandes communications de masse appelées souvent « assemblées villageoises ». Tirant souvent avantage des rencontres œcuméniques ou interreligieuses, ces séances réunissent les villages qui partagent les mêmes ressources naturelles dont l'accès est souvent source de conflits. Cette unité de planification de base est appelée dans notre contexte, le terroir commun.
- Renforcer les capacités des leaders et des représentants des différents groupes socioprofessionnels pour les rendre aptes à analyser, comprendre et gérer pacifiquement (dans un cadre de concertation de

proximité) les ressources naturelles de leur environnement immédiat ainsi que les conflits et problèmes qui pourraient survenir dans l'accès à la jouissance de telles ressources.

Cette approche qui s'inspire de la pastorale sociale de l'Église, utilise certains éléments de la Méthode de Recherche Participative (MARP) et de la planification des projets par objectif (PIPO). Plusieurs outils d'analyse des conflits et d'élaboration de conventions collectives sont empruntés aux rapports des différents ateliers organisés par M. Erwin (Consultant à Misereor), au guide GENOVICO, au PACT Malien (GTZ-DED) et au document de l'UICN, Granier : Droit et politique de l'Environnement N° 65.

Il s'agit plus simplement de :

- a) Mener un diagnostic participatif dans les terroirs pour identifier les différents types de conflits rencontrés et de restituer aux populations les causes et les conséquences de ces conflits ;
- b) Faire prendre conscience aux populations les effets négatifs des conflits ;
- c) Convaincre les agriculteurs et les éleveurs de s'engager dans un processus de changement de mentalité devant aboutir à des nouveaux comportements humains caractérisés par l'acceptation et l'adhésion minimale à leur complémentarité.

Dans notre zone où l'autorité traditionnelle a une forte emprise sur les populations, nous veillons à ce que nos interventions soient partagées par elles en les impliquant dans tout le processus, à l'exemple des célébrations interreligieuses dont nous reproduisons ci-dessous une des déclarations fortes :

RENCONTRE INTERRELIGIEUSE DE REY-BOUBA

(10 décembre 2009)

DÉCLARATION COMMUNE

L'an deux mille neuf et le dix du mois de décembre,
Nous, représentants des religions ci-dessous désignées :

Église Catholique, Églises protestantes, Islam,

Réunis à Rey Bouba, déclarons ce qui suit, en nos noms personnels et au nom des adeptes de nos religions respectives :

1. Notre présence en ces lieux, au jour anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, signifie que nous voulons partager pacifiquement une même portion de territoire de notre nation.
 - Nous reconnaissons que notre destin humain est lié sur cet espace géographique commun qu'est le Mayo-Rey ;
 - Nous voulons chercher ensemble le progrès du Mayo-Rey ;
 - Nous voulons protéger ensemble l'environnement du Mayo-Rey afin que ce département soit un cadre où il fait bon vivre pour tous.
2. Nous voulons promouvoir ensemble le dialogue entre les religions dans le Mayo-Rey pour rechercher la justice et la paix dans un esprit de confiance mutuelle et de soutien réciproque, en évitant toute forme d'intolérance et de violence inspirées par des motifs religieux ou autres.
3. Nous nous engageons à favoriser la liberté religieuse et de culte pour que chaque citoyen et chaque citoyenne, adorent Dieu selon

leurs convictions profondes, dans le respect des droits légitimes des uns et des autres.

4. Nous prenons la ferme résolution, au cas où des litiges surviennent, de privilégier la voie de la concertation franche et l'esprit d'entente, pour examiner les problèmes de façon objective et parvenir à la réconciliation.

Fait à Rey Bouba, le 10 décembre 2009. Ont signé :
Monseigneur **Antoine NTALOU**, Archevêque de Garoua,
Révérend Pasteur **Alphonse TEYABE**, Secrétaire Général du
Conseil des Eglises Protestantes (CEPCA),
Sa Majesté **ABOUBAKARY ABDOULAYE**, Lamido de Rey Bouba



Les 3 Responsables religieux autour du Sous-préfet de l'arrondissement de Tchéboa (10-12-2010)

Les femmes camerounaises : un énorme potentiel de paix

Par Stephanie Knott, Henriette Mbatchou et Maximin Tapoko

Le Département de l'Union des Femmes Chrétiennes de l'Eglise Evangélique du Cameroun

Le Département de l'Union des Femmes Chrétiennes (DUFC) est un mouvement de l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC) qui rassemble les femmes autour d'un idéal commun qui est l'épanouissement de l'homme en général et de la femme en particulier ainsi que la promotion de la famille.

Présent dans les 10 régions du pays à travers les 18 régions synodales de l'Eglise Evangélique du Cameroun, il est dirigé par un Bureau National composé de 9 membres élus pour 5 ans renouvelable, travaillant sans aucune rémunération au nom de leur foi chrétienne. Cette modeste équipe est renforcée depuis octobre 2010 par une professionnelle d'appui envoyée par EED dans le cadre du programme SCP/ZFD. Sous la houlette de Mme Henriette Mbatchou qui est la Présidente Nationale en exercice et très appréciée au sein de son équipe de part sa persévérance et sa loyauté, le DUFC continue d'œuvrer pour atteindre son but formulé comme suit: « *Unir, organiser, informer et former toutes les femmes pour témoigner, innover, agir, transformer les mentalités, changer les comportements pour plus de justice, d'amour, de paix, de bien être social, économique, culturel et spirituel.* »

Afin de décliner ce but, le DUFC a développé une œuvre de témoignage qui est le Centre Socio Educatif communément appelé « Foyer des Femmes » et situé à la rue Njo Njo à Bonapriso à Douala. Avec le parte-



Rencontre des responsables et volontaires du DUFC

nariat SCP/ZFD, le DUFC s'est vu insuffler une nouvelle énergie afin de se mouvoir facilement pour la valorisation du statut socioculturel, juridique et politique de la femme et de la jeune fille dans un environnement devenu instable à cause des effets conjugués de la pauvreté et des injustices sociales.

Microprojets du DUFC : un pas pour l'auto-prise en charge financière de la femme camerounaise

La finalité de la coopération entre le DUFC de l'EEC et le SCP/ZFD Cameroun est de contribuer au développement de la femme camerounaise à travers son indépendance financière. De ce fait, elle sera non seulement capable de contribuer aux charges du foyer, mais également de renforcer son rôle au sein de la cellule familiale de part l'accroissement de la confiance qu'elle aura développé en elle-même. Toutefois, il ne s'agit pas pour la femme de devenir féministe et de faire fi de l'existence de son mari, mais plutôt de la possibilité d'avoir une relation équilibrée et pacifiste avec celui-ci sans perdre sa dignité à cause du manque

de moyens financiers. Le corollaire de cette indépendance financière de la femme est la diminution de la pauvreté au pays et par là, la baisse de la criminalité, qui est un facteur important pour la construction d'une paix durable au Cameroun.

Pour atteindre cet objectif, le DUFC a créé plusieurs antennes à travers le territoire national pour accompagner la femme dans ce processus d'autonomisation financière. L'une des stratégies utilisées est le renforcement des capacités notamment à travers le séminaire national que la Commission du Développement du DUFC organise une fois par an au profit des femmes. Ce séminaire est un lieu d'apprentissage mutuel, d'échanges d'expériences et de savoir entre ces femmes sur différents petits métiers comme la teinture, la cuisine, la bijouterie, la production des chapeaux etc. Cette même commission du développement apporte des appuis pour la promotion et la vente de ces produits en exploitant les occasions qu'offrent les grands événements organisés par l'Eglise tels que les synodes, les cérémonies de consécration, les grandes réunions, les congrès, les cultes, les célébrations, etc.

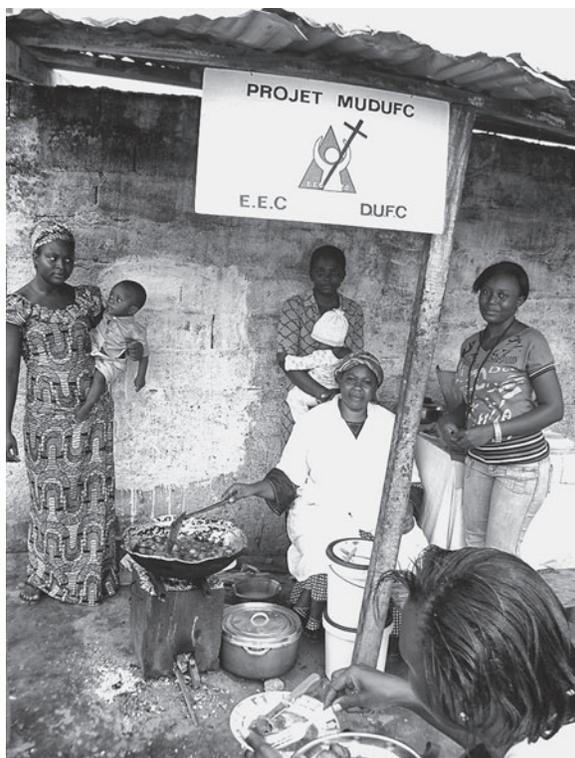
Une autre stratégie pour l'autonomisation financière est l'octroi des microcrédits. En effet, le DUFC vient de lancer une caravane de financement des microprojets au profit des femmes dans les 18 régions synodales de l'EEC au Cameroun avec le soutien de certains partenaires comme la MEU (Mission Evangélique Unie) ou la CEVAA. Dans cette caravane, il est question de soutenir une initiative locale collective que les femmes du DUFC de chaque région développent pour répondre à un besoin qui leur est spécifique en fonction de leurs réalités et de leurs opportunités. Généralement, ces besoins varient beaucoup d'une région à une autre du Cameroun à cause de la grande diversité géographique, culturelle et ethnique du pays, considéré d'ailleurs comme une « Afrique en Miniature ». Au grand nord par exemple, les femmes ont choisi de mettre sur pied l'élevage de porcs et le stockage vente de maïs. Par contre, les femmes de la Sanaga Maritime et Océan ont sollicité le financement pour un projet d'achat des motos non seulement pour se déplacer facilement, mais surtout pour améliorer leurs revenus à travers une

location gérance de ces motos. Une fois que le besoin des femmes est défini et exprimé, le DUFC ne se limite pas seulement à mettre l'argent à leur disposition pour lancer le projet, il organise également des sessions de formation en gestion des projets dans le but d'aider les femmes à conduire leur projet de manière professionnelle.

En plus du financement des microprojets collectifs, le DUFC a développé un système de soutien aux initiatives individuelles des femmes à travers la création de la Mutuelle du Département de l'Union des Femmes Chrétiennes (MUDUFC). Il s'agit d'un groupe d'environ 25 femmes membres du DUFC qui a constitué un fonds de solidarité approvisionné par les membres qui y versent au moins 10.000 FCFA (environ € 15,20) par mois. Cet argent est prêté aux femmes individuellement, qui veulent soit débiter un petit commerce, soit renforcer celui qui existe déjà. Les crédits varient entre 150.000 (environ € 229) et 300.000 FCFA (environ € 457) avec un taux d'intérêt de 1,5 % et un délai de remboursement ne pouvant pas aller au-delà de 12 mois. Les intérêts générés par les placements d'argent vont être plus tard liquidés et partagés entre les épargnantes qui se réservent le droit d'entrer en possession de leur argent ou de le réinvestir à nouveau dans la caisse d'épargne afin d'aider d'autres femmes qui sont dans le besoin. Comparée à d'autres microprojets similaires qui existent au Cameroun, la MUDUFC a l'avantage d'offrir un système de garantie de remboursement fiable qui repose sur les pasteurs de paroisses et les fidèles qui se portent caution des sommes engagées. « Depuis sa fondation en 2009, une seule femme, qui a emprunté 150.000 FCFA a seulement remboursé 120.000 FCFA » explique Mme Georgette Nkoptcheu, la coordinatrice du MUDUFC. Elle fait aussi la remarque selon laquelle la MUDUFC n'est ni une tontine, ni une banque, et qu'il ne faut pas faire de confusion. Jusqu'à ce jour, les crédits ont été octroyés pour les « call box » (Transfer de crédit et téléphone publique au Cameroun), couture, vente d'eau glacée, vente de beignets, ventes de divers objets, etc.

Mme Christine Alice Ntentie, 36 ans, a commencé à bénéficier des services de la MUDUFC depuis 2009 à un moment où elle était envahie

par le désespoir parce qu'ayant perdu son seul moyen de subsistance. En effet, la maison de Christine située à Ndokoti (un quartier commercial à Douala) où elle vivait et qui lui servait en même temps de restaurant pour subvenir aux besoins de ses trois enfants et son petit frère, avait été détruite par la Communauté Urbaine avec pour motif qu'elle était située dans le domaine public de l'Etat. Grace au MUDUFC, elle a eu la possibilité de sortir de cette misère. Dans sa paroisse « New-Bell Aviation », elle a entendu parler du MUDUFC pour la première fois et a tout de suite décidé de demander un crédit de 150.000 FCFA pour commencer la vente des beignets, un repas très apprécié au Cameroun pour les petits déjeuners et les diners. Depuis ce temps-là, elle produit et vend les beignets avec l'assistance de ses enfants tous les jours à par-



tir de l'après-midi jusqu'à environ 22 heures devant la maison qu'elle loue maintenant dans un autre quartier à Douala. A la fin de l'année 2010, elle a réussi à rembourser son crédit, ce qui lui a permis de prendre un autre plus élevé d'un montant de 300.000 FCFA pour multiplier ses activités. C'est ainsi qu'elle a pu acheter le thermos, les assiettes, les plats, les louches et beaucoup d'autres matériaux pour lancer un deuxième commerce : la vente du couscous Njapché (repas traditionnel des Bamoun) tous les dimanches devant son église. Non seulement elle réussit déjà à vendre environ 40 repas par dimanche, mais aussi elle bénéficie de certaines commandes spéciales notamment de la part du Bureau National du DUFC pour des événements importants. Avec tout cela, Christine avoue aujourd'hui ne plus manquer de nourriture pour ses enfants et affirme être désormais capable de payer leur scolarité et le loyer de sa maison. Sortie du trou noir du désespoir dans lequel elle était plongée, Christine caresse aujourd'hui avec fierté les promesses d'un avenir meilleur où ses activités lui permettront de s'affirmer socialement et économiquement. Elle projette déjà demander un autre crédit l'année prochaine pour lancer le commerce des pagnes qu'elle compte acheter à Douala pour revendre à Fombot, son village natal. « Avec tous les réseaux que j'ai là-bas, je ne dois même pas acheter une boutique. Lorsque je serai en voyage, mes enfant pourront s'occuper de mes autres commerces. ». Lorsqu'elle compare sa vie d'avant avec le petit restaurant qu'elle tenait et sa vie de maintenant, elle constate que le fossé est encore très grand. « En ce moment je suis juste au début. », dit-elle avec sérénité, une manière de faire savoir que le meilleur reste à venir.

*Professionnelle
d'appui
EED SCP*



Le DUFC s'engage dans la promotion du genre pour une paix durable au sein de l'Église et dans la société

Le DUFC à côté des micros projets générateurs de revenus conduit un programme financé par EED et qui vise à améliorer la position de la femme dans l'Église et dans la société.

Ce programme qui consiste à former et à outiller la femme à plus d'implication et d'action dans la vie sociale a connu l'organisation de plusieurs activités notamment le séminaire atelier de formation qui a regroupé 33 participants (29 femmes et 4 hommes) sur la question de genre et développement; car il a été constaté que, les femmes bien que plus nombreuses dans l'Église et dans la société (53%) jouent et continuent à jouer les seconds rôles malgré le faits qu'elles aient des compétences, des qualifications et des qualités exceptionnelles pour participer et contribuer au développement.

Interrogé sur la question de savoir quels sont ses sentiments après la formation, Mme Motchoum Lydie de la Région Synodale Koung Khi a reconnu que ce séminaire sur le genre a renforcé ses capacités et lui a donné des connaissances qu'elle exploitera pour gérer les situations conflictuelles qui s'observent entre les femmes de la chefferie ; elle s'est engagée notamment à œuvrer pour la résolution de ces conflits ; ce qui a été fait par une activité qui a rassemblé autour d'une même table les épouses du roi qui ne s'entendaient pas afin de ramener la paix et la collaboration car toutes étant épouses d'une seule et même personne, il n'y a pas de raison qu'elles se battent comme des ennemies mais plutôt qu'elles se réunissent pour contribuer à l'amélioration de la situation et le respect des droits de la femme au Cameroun et dans leur chefferie en particulier.

C'est ainsi que la hache de guerre a été enterrée pour une vie dans la solidarité et la sérénité gage du développement de la femme et de la famille et condition d'une lutte efficace contre la pauvreté et la sauvegarde de la paix dans la société Camerounaise.

L'Eglise s'engage pour les droits de la personne dans les prisons

Par Edmond Atemengue (*Conseiller légal de la CDJP Yaoundé*) et Frank Wiegandt (*coordinateur SCP/AGEH, Cameroun*)

Créée le 12 janvier 1969, la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP) de l'Archidiocèse de Yaoundé, un service de l'Eglise, a pour fonction pastorale de contribuer à promouvoir le respect des droits de l'homme et de mobiliser les peuples pour apporter des solutions plus concrètes aux problèmes de « Justice et Paix » qui touchent immédiatement les êtres humains.

L'objectif global de la CDJP de Yaoundé est de contribuer à la promotion de la justice, à la construction de la paix et à la réalisation du développement intégral des peuples par la défense de la dignité et des droits fondamentaux de la personne humaine.

La CDJP ancre son action dans une mobilisation des bonnes volontés et se veut un outil pratique au service de la population en favorisant l'éclosion d'une société civile capable d'être un « gage » de paix en faveur du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine. De ce fait ses actions se veulent un maillon indispensable à l'avènement de la démocratie au Cameroun.

Conformément à l'exhortation apostolique « Ecclesia in Africa » du Pape Jean Paul II et considérant que de flagrantes violations de la dignité et des droits de l'homme sont perpétrés dans de nombreux pays d'Afrique, et notamment dans les prisons, la CDJP a pris l'engagement de promouvoir le respect des droits de l'homme, plus particulièrement en milieu carcéral.

Traditionnellement l'Eglise est attentive au sort des détenus et intervient au niveau des prisons. L'Archevêque de Yaoundé, Mgr. Tonye

Bakot, a ainsi nommé récemment un aumônier des prisons qui travaille en étroite coordination avec la CDJP.

Les autorités publiques sont aussi de plus en plus préoccupées par la situation en milieu carcéral ; la mise en place d'un plan sectoriel pour la justice, la stratégie pour favoriser la sécurité et la création de nouveaux tribunaux et de nouvelles prisons en témoignent.

Les détenus dans les prisons Centrale et Principale de Yaoundé vivent néanmoins toujours dans des conditions de détention particulièrement difficiles et souvent attentatoires à leurs droits humains et à leur dignité.

Certains problèmes sont d'ordre structurels et liés à l'inadaptation d'un système judiciaire et pénitentiaire sous-financé et sous-équipé, mal préparé à gérer un afflux croissant de prévenus dans le respect des droits élémentaires reconnus à la personne humaine. D'autres problèmes sont relatifs à la culture du secret et de la dissimulation qui prévaut en milieu carcéral chez toutes les parties prenantes. Cette culture qui empêche la circulation de l'information et la transparence transforme souvent les prisons en espaces de non-droit où les droits humains, la dignité humaine des détenus sont bafoués.

Parmi les fléaux qui touchent le système judiciaire et pénitentiaire nous pouvons retenir :

- La vétusté et l'exiguïté des locaux de la Prison Centrale (construite en 1968)
- La montée de la petite et grande criminalité due essentiellement à l'accentuation des inégalités sociales qui contribue à la surpopulation carcérale
- L'insuffisance des moyens financiers et le manque de volonté politique dans le passé pour construire d'autres prisons plus adaptées
- Les lenteurs judiciaires et le déni de justice

L'objectif global du projet en milieu carcéral de la CDJP est de contribuer à l'humanisation des prisons en mettant les droits humains et l'accès à la justice des détenus au cœur de son action.

La démarche de la CDJP consiste à promouvoir le dialogue entre

toutes les parties prenantes (détenus, familles des détenus, magistrats et administration pénitentiaire) pour améliorer leur niveau d'information, pour rendre le suivi des dossiers plus rigoureux et efficace, ainsi que pour garantir la défense des détenus.

La CDJP intervient dans les Prisons Centrale et Principale de Yaoundé auprès d'environ 4.000 détenus.

Les bénéficiaires directs du projet sont les détenus ; les bénéficiaires indirects du projet sont les familles des détenus, les magistrats, ainsi que les membres de l'administration pénitentiaire.

La CDJP est particulièrement attentive aux besoins et aux droits des prévenus, des femmes enceintes emprisonnées, des femmes emprisonnées accompagnées de leurs bébés, des mineurs, des personnes âgées, ainsi que des détenus les plus démunis.

La méthodologie empruntée par la CDJP dans son projet de contribuer à l'humanisation du milieu carcéral consiste en une démarche incluant 6 critères :

- Etablissement d'un climat de confiance et de partenariat entre la CDJP et toutes les parties prenantes, y compris les autorités pénitentiaires
- Identification des besoins des détenus
- Ecoute active et accompagnement dans la longue durée des détenus
- Recours à des bénévoles engagés parmi les fidèles catholiques, ainsi qu'à des permanents pour l'accompagnement des détenus et pour les relations avec les autorités pénitentiaires
- Recours à des avocats pour le suivi des dossiers et des procédures
- Suivi des détenus en vue de leur réinsertion

Cette démarche a déjà produit des résultats parmi lesquels nous pouvons citer :

- Les détenus ont accès à l'information juridique et à la justice
- Le suivi des dossiers est amélioré
- Le taux journalier de libération a augmenté
- Le nombre des jours de visite a augmenté
- Le traitement des dossiers est accéléré

- La libération intervient à temps convenu
- Les détenus sont davantage visités par leurs proches
- Les conditions de santé et de nutrition des détenus est amélioré

Pour conclure, évoquons une réussite spectaculaire consécutive à l'engagement de la CDJP en milieu carcéral :

- Monsieur T.* est passé récemment aux bureaux de la CDJP pour remercier l'équipe pour son engagement à ses côtés pendant plus de dix ans pour obtenir sa libération. Selon Monsieur T., c'est grâce à la CDJP qu'il est enfin libre.
- Monsieur T. avait été incarcéré le 4 juin 1971 pour vol et autres. Il devait purger une peine de 15 mois et être libéré le 5 octobre 1972.
- Il s'évade le 11 novembre 1971, passe 1 mois et 9 jours en liberté avant d'être repris le 20 décembre 1971.
- A ce moment-là il écope d'une nouvelle peine d'emprisonnement de 8 mois.
- Le greffe ajoute alors le temps passé en évasion de 1 mois et 9 jours à la date prévue de libération de sa première peine, puis y ajoute encore 8 mois, ce qui donne une nouvelle date probable de libération au 14 juillet 1973.
- Nouvelle évasion le 10 janvier 1972, nouvelle reprise le 15 juin 1972, nouvelle peine de 4 ans, même méthode de calcul du greffe qui prévoit dorénavant une date probable de libération fixée au 14 décembre 1977.
- Epris de liberté, Monsieur T. s'évade en tout 8 fois et commet des larcins et délits avant d'être repris. A chaque fois qu'il est repris, une nouvelle peine lui ait infligée que le personnel du greffe, chargé d'inscrire sur le dossier la date probable de libération du

¹ Le nom de l'ancien détenu ne peut être dévoilé ici pour protéger son anonymat

détenu, additionne à celle qui lui avait déjà été infligée précédemment sans oublier aussi de prendre en compte la durée de l'évasion.

- Or, l'article 51 alinéa 1 du code pénal énonce l'obligation de la confusion des peines, soit au prononcé du jugement, soit par le Magistrat en charge de l'exécution des peines. L'article 52 alinéa 1 exclu par ailleurs toute addition arithmétique des peines. Chaque peine privative de liberté a une date de départ et une date de fin bien précises indépendantes de toute autre peine.
- Ainsi, la méthode utilisée par le greffe fait intervenir l'addition arithmétique et conduit dès lors à des détentions arbitraires.
- La CDJP n'a pas cessé, depuis ses premiers contacts avec Monsieur T., de plaider en sa faveur auprès des autorités judiciaires et pénitentiaires pour qu'elles corrigent l'erreur manifeste commise dans le calcul de la durée des peines.
- Les dysfonctionnements, l'absence de disponibilité de l'état de la situation des détenus, l'insuffisance d'implication et de contrôle du Parquet sur le Greffe conduisent ainsi à de graves et insupportables injustices et erreurs.
- Monsieur T. avait 20 ans lorsqu'il a été emprisonné pour la première fois. Incarcéré depuis le 4 juin 1971, Monsieur T. aurait eu, suite aux nouvelles peines successives consécutives à ses évasions, 47 ans 2 mois et 26 jours de prison à purger.
- La date de sa libération telle que prévue par l'autorité pénitentiaire était le 30 avril 2018. Il a enfin été libéré le 25 novembre 2010 suite aux efforts incessants de la Commission depuis 1997 pour faire valoir la mauvaise interprétation des textes.
- Il aura passé les deux tiers de sa vie en prison pour ce qui, à la base, n'était qu'un délit de vol simple.
- Sans la CDJP, il serait encore en prison.

Travailler pour la paix – Le défi de travailler avec onze Eglises différentes pour un même objectif

Par Agnes Sander,
professionnelle d'appui auprès du CEPCA à Yaoundé

Le Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA) est un réseau des 11 Eglises membres et d'autres Eglises associées. L'objectif du CEPCA est de rassembler les Eglises et les organisations chrétiennes pour parler d'une même voix afin de dénoncer l'injustice, combattre les structures, les pratiques et les attitudes qui privent les êtres humains de leur dignité, et offrir des perspectives différentes fondées sur leur compréhension de l'Évangile. Entre autre le CEPCA a entrepris de travailler pour une paix durable au sein des Eglises et dans la société camerounaise. Il se sent responsable pour la société camerounaise et veut apporter sa contribution pour le développement de ce pays africain.

Pourquoi un travail pour la paix aujourd'hui ? Le Cameroun n'est pas un pays en guerre, mais il est un pays avec une situation économique, politique et sociale qui peut aboutir une forte déstabilisation et des conflits violents. Surtout la jeunesse camerounaise a besoin d'un changement fondamental de sa situation difficile. Nous parlons d'une jeunesse qui forme presque la moitié de la société camerounaise mais qui ne voit aucune perspective en vertu du manque de travail, de sécurité financière et sociale (santé, éducation, etc.) et qui en conséquence souffre également d'un manque de vision et d'objectifs. La jeunesse camerounaise peut être un facteur de déstabilisation et de destruction

au Cameroun, or une jeunesse mieux qualifiée, fière d'elle-même et avec des perspectives pourrait être une force de paix et de développement durable d'une société.

Le CEPCA est une structure importante et respectée qui peut – en théorie – atteindre beaucoup de personnes. Une grande partie des Camerounais vont à l'église et consacrent leur temps et même leurs moyens matériels pour la communauté chrétienne et les objectifs qui les unissent.

Les 11 Eglises membres du CEPCA s'étendent sur tout le territoire du Cameroun. Et chaque Eglise membre a sa propre structure pour la jeunesse. Avec un réseau des 11 Eglises, il devrait être facile de réaliser un travail pour la paix qui touche un grand nombre des jeunes.

Mais comme une grande structure offre beaucoup de possibilités, elle nous confronte aussi avec des défis qui sont liés à sa complexité.

Mon travail comme professionnelle d'appui est d'aider à réunir tous les mouvements des jeunes dans le réseau du CEPCA et à découvrir leurs besoins par rapport à une éducation à la paix. Le plus grand défi se pose déjà au début : avec qui faut-il communiquer ? Quelles sont les personnes qui se trouvent *vraiment* au coeur des différents mouvements et qui peuvent me donner des informations fiables sur la situation de la jeunesse dans les Eglises ? Il y a des moments où j'ai l'impression qu'il faudrait d'abord écrire une thèse sur ces onze Eglises pour vraiment comprendre comment elles fonctionnent et comment je peux les approcher pour recevoir des informations. J'aimerais offrir aux différents groupes des jeunes dans les différentes Eglises des ateliers, séminaires et échanges qui peuvent les reconforter dans leur aptitude à être des agents pour la paix dans leur société.

Mais qu'est-ce que l'Eglise Evangélique du Cameroun attend d'un agent pour la paix ? Comment l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun comprend-elle la paix ?

Quels sont les souhaits d'une Presbyterian Church par rapport à la résolution des conflits ? Et dans l'avis de l'Eglise Protestante Africaine où commence un conflit et quand est-il résolu ? Je veux être très proche

des Eglises pour les comprendre et pour voir les défis quotidiens des jeunes, mais cette proximité semble être difficile à créer dans un temps très court et dans des structures qui sont toutes des Eglises protestantes, mais qui sont en même temps des organismes individuels avec leur propre logique. Comment alors identifier des personnes clés avec lesquelles je peux travailler ? A cette fin, le rôle essentiel d'une bonne communication devient de plus en plus évident.

Nous voulons tous ensemble travailler pour la paix. Mais une paix profonde et acceptée par tous les partenaires (les Eglises) n'est pas quelque chose qui se forme pendant quelques jours ou quelques semaines. Il ne suffit pas de participer à un atelier sur la prévention et la gestion des conflits pour être expert pour la paix au Cameroun. Donc, à travers le CEPCA nous devons utiliser les avantages du réseautage. Dans un réseau chaque membre apporte une compétence différente par rapport aux autres. Un réseau doit être capable de voir quelles lacunes existent au sein de cette grande structure et quels avantages le réseautage offre. Quelque chose de nouveau pourra naître au sein du réseau qui dépassera le potentiel d'une seule Eglise.

Cela afin de créer un échange professionnel très riche sur la situation actuelle au Cameroun et une base des compétences pour la prévention et la gestion des conflits.

Le défi numéro 1 reste la communication. Chaque membre du réseau doit clairement communiquer ses compétences mais aussi ses besoins, ses souhaits, ses craintes.

Le deuxième défi est l'ouverture. Travailler pour la paix et résoudre des conflits est un travail exigeant qui doit être basé sur une communication honnête. Chaque Eglise au Cameroun a son histoire et ses règles intérieures. Pour travailler ensemble les Eglises ne doivent pas devenir toutes les mêmes, mais elles ont intérêt à communiquer franchement sur leurs forces et faiblesses afin de travailler en synergie et de se compléter mutuellement.

Les membres du CEPCA

Le CEPCA est constitué de deux catégories d'Églises membres : les membres actifs et les membres associés. Les membres actifs sont les Églises protestantes fondatrices suivantes :

1. Cameroon Baptist Convention (C.B.C)
2. Eglise Baptiste Camerounaise (E.B.C)
3. Eglise Evangélique du Cameroun (E.E.C)
4. Eglise Evangélique Luthérienne du Cameroun (E.E.L.C)
5. Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun (E.F.L.C)
6. Eglise Presbytérienne Camerounaise (E.P.C)
7. Eglise Protestante Africaine (E.P.A)
8. Eglise Anglicane (EA)
9. Presbyterian Church in Cameroon (P.C.C)
10. Union des Eglises Baptistes du Cameroun (U.E.B.C)
11. Union des Eglises Evangéliques au Cameroun (U.E.E.C)



Atelier strategique DUFC 2011

Un engagement pour la dignité humaine

La commission diocésaine justice et paix / Bafoussam

Par Père Jean Claude Mbassi

La commission Diocésaine Justice et Paix de Bafoussam œuvre pour la promotion de la justice et de la paix au sein des paroisses et auprès des familles dans le diocèse. Sa mission est de tenir éveillée la conscience de la société à la question du respect de la dignité humaine à travers des actions non violentes.

Comme objectif global, la CDJP est créée pour promouvoir la défense de la dignité humaine, des droits et devoirs de la personne humaine conformément à l'évangile. Sur le vaste chantier de la promotion de la justice et de la paix, la CDJP Bafoussam travaille à créer une culture de paix, à cultiver le désir de paix dans les cœurs et dans les relations à tous les niveaux. La CDJP de Bafoussam et ses démembrements constituent un puissant réseau dont dispose le Diocèse de Bafoussam pour faire face aux phénomènes d'injustice et de menace de la paix, et que la majorité des personnes qualifient de « tribunaux des laïcs de l'Eglise, organe d'éveil et de conseils aux fidèles ». Ainsi de concert avec la ligne pastorale du diocèse qui a pour thème la « réalisation de soi », la CDJP ne ménage aucun effort pour donner à l'homme de redécouvrir sa fierté d'être quelqu'un. Elle a réfléchi et formé ses membres et sympathisants sur « **la réalisation de soi et violences faites aux femmes** », pour redire à l'Homme que tout être humain que qu'il soit, doit être pensé et perçu comme image et ressemblance de Dieu, et par conséquent doit être traité avec humanité.

Avec le vent de la décentralisation, la CDJP a pensé le thème de « **la réalisation de soi dans la gouvernance locale** ». A travers ce thème, elle a voulu dire à l'homme d'aujourd'hui que l'amélioration de la gestion des affaires publiques, l'affirmation et la défense des intérêts de nos localités, de nos milieux de vie passent aussi par nous. Et on ne pourra y jouer un rôle que si on appréhende correctement le cadre institutionnel dans lequel nous évoluons.

Au regard du désintérêt marqué de nos populations pour les affaires de la cité et plus encore pour les consultations électorales, nous avons pensé qu'il faut redonner à nos populations l'occasion de revisiter leurs droits et leurs devoirs. D'où le thème « **Se réaliser dans l'Education à la citoyenneté** ». En rappelant les droits et devoirs qui font le citoyen, il était question de susciter aux uns et aux autres, l'intérêt aux processus électoraux, avec pour objectif de sensibiliser les masses à s'inscrire sur les listes électorales, étape fondamentale qui conditionne la participation des électeurs au choix de leurs dirigeants. A l'approche des consultations électorales de 2011, ce thème a été repris, avec un accent particulier sur le droit et devoir de vote. Question de rappeler aux uns et aux autres que renoncer à l'exercice de son devoir civique était une démission qui n'interdit pas que le résultat du scrutin s'impose à tout le monde, votants et non votants, et à ne pas succomber à la tentation de ceux qui pensent et proclament qu'avant, les jeux sont faits et qu'il ne sert à rien d'aller voter. Tout ce ceci, dans le souci de préserver la paix avant, pendant et après les élections.

A ces activités, s'ajoutent les actions humanitaires relatives à la protection des Droits de l'Homme et surtout des groupes vulnérables : dénonciation, réparation des injustices, gestion des conflits, assistance judiciaire et juridique, assistance multiforme aux nécessiteux. Il est évident que la CDJP, en formant et en informant, apporte un début de solution aux phénomènes d'injustice et de menace de paix dans notre Diocèse.

A N N E X E

**« Seigneur, fais de moi un instrument
de ta paix »¹**

Le Service Civil pour la Paix (SCP), instrument
du travail chrétien en faveur de la paix

Document rédigé par l'AGEH et l'EED

L'idée du présent document est partie des discussions qu'ont menées l'AGEH et l'EED avec des organisations partenaires basées en Afrique, Asie, Europe de l'Est et en Amérique latine au cours d'ateliers partenaires organisés dans le cadre du SCP en 2001, 2004 et 2007. En particulier lors de l'édition 2007, les organisations partenaires des deux confessions ont formulé ensemble les caractéristiques de l'esquisse d'un travail chrétien pour la paix et ont explicitement incité l'AGEH et l'EED à intensifier leur collaboration dans le SCP. Le présent document a été rédigé par un groupe de travail formé de membres des comités directeurs de l'AGEH et de l'EED.

Ce document est destiné à

- apporter des suggestions aux collaborateurs et collaboratrices des comités directeurs et à qualifier le discours interne,

¹ Extrait d'une prière de saint François d'Assise

- servir de fil rouge aux professionnels d'appui en matière de paix de l'AGEH et de l'EED ainsi qu'à leurs employeurs,
- servir de support pour le dialogue et le débat ouvert mené avec les organisations partenaires dans le monde entier et portant sur la compréhension fondamentale, qui nous est commune, d'un travail chrétien pour la paix.

Dans une seconde étape, il est prévu de présenter ce document au public s'intéressant aux activités de l'Eglise et à la politique de développement en Allemagne et de l'utiliser lors du dialogue avec le bailleur de fonds. Il est aussi prévu d'aller à la rencontre d'autres financeurs du SCP et du travail pour la paix qui souhaitent conférer un profil chrétien à leur action.

L'AGEH et l'EED espèrent voir se profiler une nouvelle dynamique dans le Service civil pour la paix grâce aux discussions qui seront initiées par le présent document. L'identification et le développement de leurs propres atouts servent leurs efforts communs pour contribuer, avec leurs partenaires, à la paix dans le monde.

1. L'engagement des Eglises dans le SCP²

S'engager de toutes ses forces pour la paix, telle est la mission de base des Eglises.³ Préserver, encourager et renouveler la paix, telle est leur mission perpétuelle au service d'autrui. Dans l'entendement ecclésiastique, ce service ne revêt pas le caractère d'un engagement temporaire, limité au niveau de sa teneur, d'une région ou à tout autre égard.

2 Voir aussi à ce sujet l'orientation de base de l'EED, lettre pastorale des évêques catholiques « Gerechter Friede », 2000 ; memorandum « Aus Gottes Frieden leben – für gerechten Frieden sorgen » du Conseil de l'EKD (Eglise évangélique en Allemagne), 2007 ; guide Misereor « Frieden und Zivile Konfliktbearbeitung », « Spuren zum Frieden » AGEH, 2002.

3 « La contribution essentielle que l'Eglise doit apporter pour la paix dans le monde consiste à ce qu'elle devienne elle-même 'sacrement de la paix'... », p. 11, lettre épiscopale « Gerechter Friede » Bonn 2000

Accomplir la justice sociale, encourager et sécuriser la paix, préserver la création – contribuer à tout cela à l'échelle mondiale par le biais d'un engagement solidaire constitue l'objectif du travail de développement de l'Eglise et de ses services, dont l'AGEH et l'EED. Il faut permettre aux pauvres, aux démunis et aux opprimés d'améliorer eux-mêmes leur situation et de participer à l'instauration de la paix.

Le SCP donne aux Eglises la possibilité de renforcer leur propre engagement en faveur de la paix, et ce de concert avec l'Etat ainsi que d'autres organisations de la société civile dans le cadre d'une œuvre collective. Dans ce contexte, l'AGEH et l'EED agissent en tant que services de développement ecclésiastiques représentant les Eglises ainsi que leurs organisations partenaires nationales et étrangères. Le SCP est considéré par l'AGEH et l'EED comme un complément et non pas comme un service distinct des autres instruments du travail ecclésiastique en matière de développement et de paix ; il est mis en œuvre sur la base des principes de politique de développement déjà éprouvés et reconnus dans ce contexte. En même temps, l'AGEH et l'EED contribuent de manière ciblée à doter d'un profil propre le SCP en tant qu'instrument non violent et civil de résolution des conflits. L'AGEH et l'EED enrichissent le SCP des expériences et des atouts du travail chrétien en faveur de la paix et élaborent, sur cette base, le cadre conceptuel du SCP de concert avec les autres organismes.

2. La base des valeurs chrétiennes

L'AGEH et l'EED partagent la compréhension de la « paix juste »⁴ marquée fondamentalement par la foi chrétienne ainsi que, selon leur conviction commune, la mission et la motivation de travailler à la paix juste

⁴ La vision de la paix juste est déjà décrite dans l'Ancien Testament (par ex. Es 9 et 11) et se retrouve dans tout le message et toute l'action de Jésus. L'évidence d'être, en tant que chrétiens, appelés à la suite de Jésus à s'engager pour la paix est exprimée dans des injonctions précises de la Bible (par ex. Ps 34,15 et 1 P 3,11).

et de participer ainsi à la venue du royaume des cieux. « Une paix juste sert à préserver et à développer l'existence humaine ; elle doit par conséquent reposer en permanence et dans toute sa dimension sur le respect de la même dignité humaine »⁵.

Les sources bibliques offrent une pléiade de possibilités d'orientation, mais aussi deux critères impératifs que la paix voulue par Dieu doit satisfaire et qui nous guident, nous chrétiens, dans notre engagement d'instaurer la paix : la justice et la non-violence⁶. Les principes de la justice et de la non-violence constituent ainsi, indépendamment des particularités culturelles, des critères applicables à l'échelle mondiale qui unissent les hommes au sein d'organisations ecclésiastiques dans leurs efforts pour instaurer la paix. Au-delà du contexte chrétien, cette base d'action est partagée en outre par bon nombre d'autres organisations partenaires qui ne sont liées à aucune confession.

Par ailleurs, la base commune du travail des organisations ecclésiastiques se fonde sur l'image chrétienne de l'être humain. L'homme tire sa dignité, inhérente à chacun, de son image qui a été formée à celle de Dieu. En cela se justifie la reconnaissance illimitée des droits de l'homme.

L'unité de la paix et de la justice qui en découle et qui caractérise la compréhension collective d'une « paix juste »⁷ se retrouve dans les traditions bibliques qui la présentent comme un objet de promesse divine. Les psaumes parlent en mots immodérés du fait que « Justice et Paix s'embrassent » (Ps 85,11). La domination messianique se caractérise en ce que, sous elle – « Les montagnes porteront la paix pour le peuple, et les collines aussi, par l'effet de ta justice » –, un droit fut instauré pour les malheureux et une aide apportée aux pauvres (Ps 72,3 ; voir Es 9,1 et

5 « Aus Gottes Frieden leben – für gerechten Frieden sorgen » du Conseil de l'EKD (Eglise évangélique en Allemagne), 2007, p. 53

6 Voir Mt 26,5 comme déduction biblique pour la non-violence en tant que directive d'action fondamentale adressée aux chrétiens et par là-même à l'action d'organisations ecclésiastiques dans le SCP.

7 Voir Gerechter Friede II.1.1 (59) Charte pour une paix juste

suivants). L'unité de la paix et de la justice se caractérise ici en ce que le fruit d'une action juste sera la paix (Es 32,17).

Dans la foi chrétienne, l'éthique de ceux qui procurent la paix (Mt 5,9) prend son origine en fin de compte dans la réconciliation, permise par Dieu, des hommes avec lui et des hommes entre eux ; elle vise l'instauration du royaume des cieux à venir.⁸ Dans la réconciliation préconisée et offerte par Dieu sont enracinées sa revendication et ses attentes à notre égard.⁹ Le Service Civil pour la Paix offre aux Eglises une forme permettant d'accomplir ce devoir moral.

Cet esprit chrétien commun crée une base de confiance qui assure une collaboration concrète de l'AGEH et de l'EED avec leurs organisations partenaires dans le monde entier ainsi que des professionnels d'appui avec leurs collègues du pays où ils sont en mission. La certitude de cette base commune aide aussi à surmonter les différences et à faire avancer la coopération œcuménique dans l'intérêt de la vision commune de la paix juste, mais aussi à chercher activement la coopération avec des hommes et des femmes d'autres confessions.

3. Religion et Eglise, des forces qui atténuent la violence

L'engagement en faveur des pauvres et des victimes et le devoir de justice engendrent des potentiels de conflits. Le travail pour la paix fondé sur la foi chrétienne et en particulier sur la doctrine sociale chrétienne s'oppose néanmoins à tous les mécanismes de résolution des conflits par la voie militaire et par la violence. Le service chrétien pour la paix se voue à l'option prioritaire de la non-violence et rejette tout type et toute forme de violence. Il cherche la voie de la paix tracée par Jésus lui-

8 « Aus Gottes Frieden leben – für gerechten Frieden sorgen » du Conseil de l'EKD (Eglise évangélique en Allemagne), 2007, p. 50 et suivante

9 Voir Gerechter Friede III.1.2 (165) L'Eglise en tant que force de réconciliation

même et qui annonça l'éthique de non-violence, l'amour de l'ennemi et la disposition à la réconciliation¹⁰.

Le travail chrétien pour la paix souligne la nécessité d'un travail global pour la paix qui exige des changements pour les êtres humains et les institutions au niveau personnel et relationnel, à l'échelle des communautés ainsi que de toute la société. Nous devons alors rechercher en permanence le juste équilibre et la liaison intime qui existe entre l'engagement pour plus de justice sociale et la résolution non violente des conflits.

Il en résulte également la nécessité de délimiter les services et les acteurs chrétiens pour la paix par rapport aux acteurs militaires, et de se distancer de manière fondamentale des projets de coopération civilo-militaire.

4. Les Eglises et leur « côté obscur » dans les conflits violents

Les Eglises se retrouvent fréquemment impliquées dans des conflits en tant que forces internes à la société. Leur rôle n'est pas toujours clairement défini car les diverses positions présentes au sein de la société se retrouvent souvent dans leur action ; elles sont en quelque sorte le « miroir de la société. » Les membres de l'Eglise, du simple croyant à l'évêque, font partie aussi bien des fervents de la paix et de ceux qui abhorrent la violence que des forces violentes et belligérantes. Le fondamentalisme, l'arrogance, l'exclusion, l'intolérance et les appels à la violence ont aussi existé et existent encore du côté chrétien. Par le passé, les Eglises et les chrétiens n'ont pas toujours été dans le camp de ceux qui encourageaient une cohabitation dans la paix. L'histoire du christianisme et des Eglises est aussi marquée par la violence, et la mission chrétienne est aujourd'hui encore en partie instrumentalisée politique-

¹⁰ Voir Mt 5,17-48

ment afin de justifier la violence dont il est fait usage pour imposer des objectifs politiques et des intérêts hégémoniques. Vu sa force émotionnelle, la religion est souvent utilisée à mauvais escient ou instrumentalisée lors de conflits.¹¹

Au vu de ces tenants et aboutissants, l'AGEH et l'EED cherchent sans cesse à analyser de manière autocritique, ensemble avec les organisations partenaires, leur propre rôle et leur propre action lors de conflits sociaux¹² et à étudier leur « côté obscur ». C'est seulement ainsi que les acteurs ecclésiastiques pourront réussir à mettre en avant leurs forces et que les risques ainsi que les propres faiblesses pourront être perçus consciemment et analysés.

5. Potentiels et limites des Eglises et de leurs institutions pour le travail en faveur de la paix

Au-delà de leur base de croyance et de valeurs commune, les acteurs chrétiens possèdent des atouts spécifiques à faire valoir dans le travail concret pour la paix.

5.1 *Spiritualité et contenu*

Mettre l'accent sur l'importance et le rapport entre le pardon et la réconciliation lors des processus de paix est spécifique à un travail en faveur de la paix fondé sur un profil chrétien. Notamment par « Le pardon vient avant la réconciliation », ce travail se distingue d'autres approches et concepts du travail de réconciliation. Les victimes comme les bourreaux sont pris en compte, accompagnés et appuyés dans un processus commun de guérison et de réconciliation, chacun suivant leurs diffé-

¹¹ Mais malgré les fréquentes affirmations contraires, il est plutôt rare qu'elle soit un réel motif d'affrontements violents.

¹² A cette fin, des méthodes et des concepts d'analyse des conflits ou du « Do no harm – Local Capacities for Peace » peuvent par exemple s'avérer utiles.

rents rôles et besoins. Cela se produit en ayant conscience du fait que les processus de réconciliation sont aussi et avant tout des processus spirituels qui impliquent d'octroyer de l'espace et du temps à l'être humain. A cet effet, les Eglises chrétiennes proposent une pratique variée, différente selon les cultures, et une forme rituelle pour l'attitude à adopter vis-à-vis de la culpabilité et du pardon, qui peuvent être utilisées dans le travail concret pour la paix.

Dans l'entendement chrétien, il est clair que la réconciliation ne dépend pas uniquement des êtres humains et qu'elle ne peut pas être « organisée » ; un effort humain aussi intensif et sincère soit-il ne suffit pas. En fin de compte, la réconciliation est un présent divin. Elle devient possible lorsque les êtres humains créent les conditions nécessaires.

Précisément dans le travail de réconciliation, nous constatons les limites du pouvoir humain. Il s'agit d'un aspect important pour toutes les parties concernées, notamment pour les partenaires et les professionnels d'appui qui vivent directement les succès et les échecs dans leur travail pour la paix. Chaque succès n'est pas dû à notre action, ni chaque échec à nos manquements. La confiance en le fait que tout ne dépend pas de nous et que notre propre action est préservée dans quelque chose de plus grand, peut donner la force et insuffler le souffle nécessaire pour tenir bon face aux difficultés et pour accepter l'échec.

5.2 Structures

Les structures ecclésiastiques se sont développées au fil des siècles à travers le monde entier et à tous les niveaux de la société ; elles bénéficient d'une certaine présence à tous ces niveaux. Elles sont ancrées localement et fonctionnent en réseau à l'échelle internationale. Pérennes et stables, elles peuvent survivre aux catastrophes, aux guerres et à l'effondrement des sociétés civiles. L'expérience montre que pendant les crises, elles perdurent avec les hommes quand l'ensemble des autres acteurs et structures de Etat et de la société civile disparaissent ou s'effondrent. Grâce à cette présence, elles jouissent souvent d'un crédit de confiance

auprès des personnes vivant dans les régions en crise, mais aussi grâce à leur principe moral, sans cesse éprouvé dans la réalité, de s'engager en faveur des pauvres et des victimes.

Des structures hiérarchiques rigides, le rapport avec le pouvoir politique et économique et la sous-représentation des femmes empêchent encore trop souvent le plein épanouissement du potentiel des Eglises à porter les changements sociaux. L'AGEH et l'EED veulent soutenir leurs partenaires à surmonter ces faiblesses et à puiser dans leurs forces.

5.3 *Dialogue interreligieux et coopération*

Les observateurs ont très souvent l'impression que les acteurs chrétiens ne jouent pas un rôle constructif dans les conflits interreligieux, en particulier lorsqu'il s'agit d'un conflit dans lequel les intérêts des chrétiens sont impliqués. De nombreux projets pour la paix mis en œuvre pendant et après de tels conflits tendent à présenter une méthode purement laïque afin de prouver apparemment la neutralité des médiateurs entre les parties en conflit de confessions différentes. Dans les faits, cela peut plutôt donner aux personnes concernées l'impression de devoir abandonner leur foi dans l'intérêt de l'harmonie. « Secularism is not a recipe for pluralism. » (La laïcité n'est pas une recette pour le pluralisme).¹³ Au contraire, l'engagement d'acteurs chrétiens dans de tels contextes renferme un potentiel précieux : ils prennent au sérieux les personnes dans leur religiosité même quand elles sont de religion non chrétienne. Cette approche exige des personnes dotées d'un sens religieux afin de pouvoir appréhender les blessures dans ce domaine et de chercher avec les personnes concernées des solutions intégrant une dimension spirituelle et rendant possible une tolérance mutuelle, voire une célébration des différences (« celebration of differences »¹⁴).

¹³ Working for Reconciliation, p. 48

¹⁴ ibid.

6. Les approches spécifiques de l'engagement chrétien dans le SCP

L'AGEH et l'EED considèrent le SCP comme étant un service solidaire œuvrant pour la paix sur une base chrétienne. Le travail des deux associations repose sur la conviction que la paix peut seulement se développer et perdurer si elle croît de l'intérieur d'une société. La paix, la justice et la préservation de la création ne peuvent être atteintes chacune de manière isolée. Au sein d'un bon nombre de nos organisations partenaires, les projets du SCP font par conséquent partie intégrante de leur vaste engagement social en faveur du développement et ne sont donc pas des projets pour la paix isolés.

Toutes les activités ecclésiastiques dans le travail pour le développement, pour la paix et les droits de la personne, et donc également au sein du SCP, ont en commun l'option prioritaire pour les pauvres et les victimes ainsi que les principes du renforcement des structures partenaires, de la participation et de la subsidiarité.

La paix ne peut pas venir de l'extérieur, elle doit se développer de l'intérieur. Elle n'est consciemment pas considérée comme un instrument d'intervention de la politique extérieure ou comme une compensation pour des interventions militaires.

En s'engageant dans le Service Civil pour la Paix, l'AGEH et l'EED ont créé un instrument supplémentaire d'envoi de personnel. L'objectif est de soutenir, dans les régions en crise, les organisations locales qui tentent d'empêcher que des conflits violents n'éclatent (prévenir les crises), qui contribuent à renforcer la capacité à résoudre un conflit de manière pacifique (réduire la violence) et qui aspirent à assurer une paix durable par le biais de structures encourageant la paix (assurer un suivi des conflits). Le point essentiel consiste ici à renforcer les potentiels de paix locaux.

En recourant à l'instrument « Service Civil pour la Paix », l'AGEH et l'EED concentrent leur action sur des projets individuels mis en œuvre avec des organisations partenaires qui peuvent être autonomes

en tant que projet phare et qui génèrent souvent des effets de synergie avec d'autres activités initiées par le partenaire dans le domaine de la politique de développement. L'accent est mis sur la promotion des possibilités d'organisation et d'action des partenaires, le renforcement du dialogue et l'instauration de rencontres, d'échange ainsi que d'action collective par le biais d'une mise en réseau. Une coopération personnelle au sein du Service Civil pour la Paix représente donc bien plus que le simple transfert de compétences et d'un savoir-faire spécialisés.

Dans le SCP, l'objectif n'est pas de mettre en œuvre sur place des stratégies mises au point en Allemagne, mais plutôt de donner les moyens aux organisations locales de se positionner et d'agir de manière stratégique. Le développement de stratégies fait partie intégrante du renforcement des partenaires, en est souvent le résultat et non sa condition préalable. Les processus de paix nécessitent une progression prudente étape par étape. Les partenaires locaux sont donc les responsables et les détenteurs de toute forme de travail en matière de politique de paix et ainsi les donneurs d'ordre des projets du SCP de l'AGEH et de l'EED qui constituent une contribution limitée.

Il en résulte les positions de l'AGEH et de l'EED qui sont avancées dans les débats de stratégie menés dans le consortium du SCP et avec le BMZ (Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement) : une analyse ainsi qu'une transformation des causes de conflits et l'élaboration de perspectives de paix concrètes ne sont possibles qu'avec les personnes concernées. Les professionnels d'appui ne font pas cavaliers seuls, ils mettent à disposition leurs aptitudes et leurs connaissances pour les processus de transformation qui sont confiés aux acteurs sur place. A la demande et sous la responsabilité des organisations partenaires, ils appuient les approches en matière de politique de paix et soutiennent leur mise en réseau internationale. Les professionnels d'appui en matière de paix apportent de manière active et constructive leur « extranéité productive » – potentiel important – dans le dialogue et la coopération sur place. Ils travaillent avec leurs collègues nationaux ou locaux sur un pied d'égalité, ont conscience de

leurs propres limites et dépendent en premier lieu de la direction des organisations partenaires sur place qui constitue leur supérieur hiérarchique.

7. Champs d'action spécifiques

Ce sont les potentiels structurels émanant de la plupart des partenaires ecclésiastiques qui ont définis les champs d'action de l'AGEH et l'EED dans le SCP. En voici les principaux :

- Mise en réseau des acteurs pour la paix
- Soutien des efforts de paix réalisés par les Eglises, coopération avec les paroisses et les groupes s'engageant dans le travail pour la paix
- Réintégration et réinsertion de groupes touchés par la violence
- Accompagnement de personnes traumatisées et travail psychosocial, tout particulièrement en liaison avec les Eglises et les organisations partenaires
- Suivi de commissions pour la vérité
- Education à la paix
- Appui-conseil et apprentissage de transformation et résolution non violente des conflits
- Travail de lobbying, de plaidoyer et d'actions de défense des droits
- Journalisme de paix et travail des médias
- Renforcement de la sécurité juridique locale et du travail en matière des droits de la personne
- Analyse du contexte et prise en compte des défis de paix dans sa stratégie

Dans le dialogue avec les organisations partenaires, l'AGEH et l'EED souhaitent focaliser davantage les champs d'action essentiels d'un engagement futur dans le SCP sur un travail pour la paix qui s'oriente vers les potentiels chrétiens spécifiques (voir aussi point 5).

8. Exigences particulières posées aux professionnels d'appui en matière de paix travaillant dans le cadre ecclésiastique

Le travail au sein des Eglises et avec les Eglises ainsi que des organisations travaillant dans l'esprit chrétien posent des exigences particulières aux professionnels d'appui en matière de paix de l'AGEH et de l'EED. L'intégration dans les structures partenaires en tant que collaborateurs exige de leur part qu'ils réalisent une réflexion autocritique de leur propre travail et qu'ils se considèrent, naturellement, comme des « apprentis ». L'identification avec et la réflexion de valeurs fondamentales chrétiennes ainsi que la participation à l'église locale et la disposition à intégrer des formes spécifiquement ecclésiastiques de travail de réconciliation et de paix sont les conditions préalables pour être acceptés dans l'organisation partenaire.

9. Défis posés par le travail d'appui

Leur rôle en tant que bénéficiaires de subventions de l'Etat allemand ainsi que leur identification en tant que membres de Eglise et de la société civile procurent à l'AGEH et l'EED un cadre pour leur collaboration avec les organisations partenaires dans le SCP. Dans le contexte des réalités dans les pays partenaires, il convient de redynamiser chaque jour ce cadre avec les organisations partenaires.

Cette exigence oblige à reconsidérer notre propre culture en tant qu'organisations chrétiennes. Quand des potentiels spécifiquement chrétiens et spirituels doivent être utilisés et développés pour le travail en faveur de la paix, nous sommes astreints à proposer à nos collaborateurs et professionnels des offres spirituelles et des espaces, en particulier pour la réflexion sur leur propre travail, à des fins de resourcement et de réconciliation avec les contraintes et les expériences souvent difficiles à assumer dans le cadre du travail au sein des régions touchées par des conflits.

L'étude du spécifiquement chrétien dans le travail pour la paix et les offres spirituelles comme partie intégrante du développement du personnel dans la préparation et dans le travail sur le terrain revêtent donc une importance particulière en plus de la qualification spécialisée et de l'accompagnement psychologique.

Le public et les bailleurs de fonds demandent à connaître, à raison, les effets et impacts du travail SCP. La question de l'efficacité spécifique et des logiques relatives aux effets et conséquences de l'envoi de personnel doit être examinée de manière plus détaillée et les connaissances à ce sujet approfondies. L'AGEH et l'EED s'engagent donc tout particulièrement dans la recherche de moyens permettant d'utiliser de manière encore plus efficace l'instrument SCP avec focalisation sur une interaction humaine.

10. Position de l'AGEH et de l'EED quant au développement de l'instrument SCP

L'AGEH et l'EED se considèrent comme les avocats défendant la conviction que la « paix doit se développer de l'intérieur ». Ils se portent garants du fait que les analyses des conflits sont toujours effectuées en commun par les partenaires et les organisations du SCP, qu'une vision de la paix commune est élaborée dans le dialogue et que la responsabilité de la réalisation des projets incombe principalement aux partenaires. Pour un travail réussi et judicieux sur le terrain, de plus grandes marges de manœuvre sont donc requises pour une action flexible ; à cet effet, il faut que le SCP s'oriente administrativement sur les particularités des processus de promotion de la paix avec une plus grande flexibilité que jusqu'à présent.

Le travail pour la paix doit s'accompagner du travail pour la justice et la préservation de la création. C'est pourquoi il faut pouvoir traiter un large éventail de champs d'action dans toutes les phases de conflit.

La paix et le développement ne peuvent être durables que s'ils sont

enracinés à l'intérieur des êtres humains, dans leur communauté, dans leur volonté et dans leur conduite.

Bonn et Cologne, avril 2009

Références bibliographiques :

- Mémorandum « Aus Gottes Frieden leben – für gerechten Frieden sorgen » du Conseil de l'EKD (Eglise évangélique en Allemagne), 2007
- Lettre pastorale des évêques catholiques « Gerechter Friede », 2000
- Orientation de base de l'EED
- Guide Misereor « Frieden und Zivile Konfliktbearbeitung »
- « Spuren zum Frieden », AGEH 2002
- « Working for Reconciliation », Caritas Internationalis, 2004

List of addresses of CPS partners in Cameroon / Répertoire des adresses des partenaires SCP Cameroun

| N° | Structures | Adresses | Email | Site web |
|----|--|---|---|----------------------------|
| 1 | ACADIR Abbé Etienne Etoundi | S/C B.P. 1 405 Yaoundé Tél. : (237) 99 99 51 37 | acadiro7@yahoo.fr | |
| 2 | AGEH Frank Wiegandt | S/C B.P. 1 836 Yaoundé Tél. : (237) 78 64 60 18 | frank.wiegandt@web.de frank.wiegandt@ageh.de | www.ageh.de |
| 3 | AJP CEDES Soulemane Njoya | B.P. 260 Foumban Tél. Fixe : (237) 33 48 26 94 Tél. Port : (237) 94 30 39 59/99 67 58 07 | ajpcedes@yahoo.fr | |
| 4 | C.P.F. Mbouo Daniel Ngwanou | B.P. 755 Bafoussam Tél. Fixe : (237) 22 00 63 93 Tél. Port : (237) 99 86 81 04 | cpfmbouo@yahoo.fr | |
| 5 | CDJP Bafoussam Père Jean Claude Mbassi | B.P. 1007 Bafoussam Tél. : (237) 99 22 89 51 | cdjpbaf@yahoo.fr | |
| 6 | CDJP Douala Père William Tchemtchoua, Maître Marie-Louise Mbida | B.P. 179 Douala Tél. : (237) 97 34 79 30/77 57 15 89 | cjpdouala@gmail.com | |
| 7 | CDJP Maroua Père Luc Takaye | B.P. 49 Maroua Tél. : (237) 96 89 65 85 | cdjpmaroua@yahoo.fr | |
| 8 | CDJP Yaoundé Solange Bessom | B.P. 1 836 Yaoundé Tél. Fixe : (237) 22 10 74 77 Tél. Port : (237) 76 01 24 81/77 78 64 28 | justicepaixde@yahoo.fr | www.archidiocese deyde.org |
| 9 | CEPCA Rév. Philippe Nguete | B.P. 1 405 Yaoundé Tél. Fixe : (237) 22 23 81 19 Tél. Port : (237) 99 54 42 66/96 76 23 75 | cepca_dctcj@yahoo.fr | www.cepca-protestant.org |
| 10 | CIPCRE Pasteur Jean Blaise Kenmogne | B.P. 1 256 Bafoussam Tél. : (237) 33 44 66 68 Fax : (237) 33 44 66 69 | cipcre.dg@cipcre.org | www.cipcre.org |
| 11 | D.M.J. Caroline Yankep | B.P. 31 564 Yaoundé Tél. Fixe : (237) 22 04 51 64 Tél. Port : (237) 77 82 39 55 | wdypcm@yahoo.fr | www.worldyoungpeoplecm.org |
| 12 | DUFC/EEC Henriette Mbatchou | B.P. 12 105 Douala Tél. Fixe : (237) 33 42 05 84 Tél. Port : (237) 99 73 00 08 | eedufc@yahoo.fr mbatchouhenriette@yahoo.fr | |